

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2203 - 22 octobre 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €



**Les travailleurs
ont la force
de faire échec
aux attaques !**



SOMMAIRE

Retraite

- p 4 ■ Fillon affiche sa fermeté : petites manoeuvres et gros bobards
- Retraites des femmes : publicité mensongère
- Quand le PS se mobilise pour des retraites à 62 ans
- P 5 ■ Attali, bouffon après de Sarkozy après Mitterrand
- EDF, Gaz de France, La Poste : retraites payées par les patrons
- Les jeunes ne veulent plus de galère

p 6/7/10 et 11

- **Les manifestations du 19 octobre dans les rues et dans les entreprises**

p 12 ■ La grève chez les cheminots

Dans les entreprises

- p 13 ■ Chaffoteaux (Saint-Brieuc)
- Le droit à la pré-retraite amiante remis en cause
- Amiante : après la manifestation du 9 octobre
- Site de Métaleurop (Noyelles-Godault)
- p 14 ■ Centre hospitalier de Nevers, Hôpital de Guéret, Hôpital Esquirol Limoges, Diehl Auge Découpage Besançon, Lapeyre et Saint-Gobain Niort
- p 15 ■ Continental Toulouse, Molex Villeneuve-sur-Tarn, La Redoute Roubaix, LCL Tours
- p 16 ■ Enseignement : flux tendu
- Lycée Joliot-Curie Nanterre : l'art d'envenimer la situation
- Accidents industriels : les capitalistes se déchargent sur la population

Dans le monde

- p 8/9 ■ Italie : manifestation des métallurgistes à Rome
- Chili : sauvetage des mineurs et cinéma présidentiel
- Haïti : rien n'a changé
- Afrique de l'ouest : bagnes flottants
- p 16 ■ **Massacres du 17 octobre 1961 à Paris : manifestation**

• Manifestation le 6 novembre

L'avortement, un droit fondamental conquis par les femmes

En 1971, alors qu'une loi (datant de 1920!) interdisait et réprimait non seulement l'avortement et la contraception mais aussi « la propagande anticonceptionnelle », 343 femmes, dont des actrices et des écrivains célèbres, déclaraient publiquement « *Je me suis fait avorter* » et réclamaient le droit à l'avortement pour toutes.

En 1972, au tribunal de Bobigny, une jeune fille de 16 ans, Marie-Claire, était poursuivie pour avoir avorté et sa mère pour l'y avoir aidée. Le procès, occasion d'une grande campagne pour le droit à l'avortement pour toutes, se termina par un non-lieu démontrant que la loi de 1920 n'était plus applicable.

En 1975, avec la loi Veil, les femmes obtenaient le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) jusqu'à dix semaines de grossesse, soumis à l'autorisation parentale pour les mineures et à un entretien préalable obligatoire.

Enfin, en 1982, les femmes obtenaient le remboursement de l'IVG et, en 2001,

l'allongement du délai de dix à douze semaines, la suppression de l'obligation de l'autorisation parentale pour les mineures et de l'entretien préalable obligatoire, et la possibilité de choisir la technique d'avortement.

Mais, en 2010, la loi est encore mal appliquée, ou pas du tout. Entre autres, l'obligation des établissements publics de pratiquer des IVG n'est pas respectée et cela ne va pas s'arranger avec la casse de l'hôpital public programmée par la loi Bachelot et le regroupement des établissements, qui conduit à la fermeture d'hôpitaux et de centres d'IVG.

Pour dire « *Oui à la liberté d'interrompre une grossesse non désirée!* » et « *Non au démantèlement de l'hôpital public!* », Lutte Ouvrière s'associe à l'appel à la manifestation nationale pour le droit des femmes à l'IVG,

samedi 6 novembre à 14h, à Paris
départ de la place d'Italie.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière



Dijon

Dimanche 24 octobre à partir de 12 h

Maison de Marsannay à Marsannay-la-Côte

Fourmies

Samedi 30 octobre à partir de 17 h

Salle des Fêtes d'Ohain

Rennes

Samedi 6 novembre à partir de 15 h

Centre social Carrefour 18

M° Henri-Fréville

Rouen

Samedi 13 novembre à partir de 16 h

Palais des Congrès à Oissel

Tours

Samedi 13 novembre à partir de 14 h 30

Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps

Compiègne

Samedi 13 novembre à partir de 18 h

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Lille

Samedi 27 novembre de 15 h à 24 h

Espace Concorde, quartier de la Cousinerie Villeneuve-d'Ascq

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui

partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233**

75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Grèves et manifestations doivent continuer et s'amplifier !



Malgré les tentatives du gouvernement pour les minimiser, les manifestations contre son projet sur les retraites continuent d'être massivement suivies. Les travailleurs des raffineries, des transports publics, les cheminots ont engagé des grèves. D'autres secteurs pourraient s'y joindre. Depuis plusieurs jours, ce sont aussi les lycéens et les étudiants qui manifestent. Ils se sentent eux aussi concernés, et à juste titre car c'est leur avenir qui est en jeu.

La lutte doit continuer. Le gouvernement ne sait maintenant répondre que par les interventions policières contre les grévistes. Par ailleurs, il voudrait faire comme si l'affaire était déjà classée. Il dit n'avoir plus de concessions à faire – comme s'il en avait jamais fait! – et affecte même de s'occuper d'autre chose. Par exemple, il agite le projet de supprimer le bouclier fiscal car, de l'aveu même d'un ministre, celui-ci est devenu un symbole d'injustice. Mais ce ne serait que pour pouvoir dans le même mouvement supprimer l'impôt sur la fortune.

La suppression de ce bouclier pourrait amener une vingtaine de milliers de riches contribuables à payer un peu plus d'impôts. Mais la suppression de l'impôt sur la fortune, en revanche, serait un cadeau aux 560 000 qui y sont actuellement assujettis. Electoralement, ce serait plus payant pour Sarkozy, mais financièrement ce serait encore une perte pour l'État: la première mesure lui ferait économiser 680 millions, et la seconde lui ferait perdre 4 milliards.

Les plus riches n'ont donc pas besoin de manifester pour que le gouvernement pense à eux. Les Sarkozy, les Fillon, les Woerth expliquent que la population doit accepter de travailler jusqu'à 62 ans, sous prétexte de déficit des caisses de retraite, mais aussi qu'elle devrait accepter de se soigner moins, sous prétexte de celui de la Sécurité sociale. Et ils trouvent encore des milliards supplémentaires pour satisfaire leurs amis les privilégiés. Ce fait à lui seul réduit à néant tous leurs arguments.

Les ressources pour payer les retraites existent, tout comme pour la santé, pour les hôpitaux, pour l'école, pour les services publics qui vont à vau-l'eau: c'est tout simplement une question de choix.

On nous dit que, l'espérance de vie ayant augmenté, il faut trouver de nouvelles ressources pour les retraites, en augmentant l'âge de départ. Mais, avec l'augmentation de la productivité du travail, les richesses produites dans le pays ont plus que doublé en quarante ans. La pauvreté augmente, mais la société n'a jamais produit autant de richesses. En consacrer une part un peu plus grande à payer les retraites, les frais médicaux ou d'autres dépenses utiles, ne devrait poser aucun problème... si une part de plus en plus grande de cette richesse n'allait pas aux profits, pour augmenter le revenu de ceux qui sont déjà les plus riches.

L'État ne peut pas en même temps multiplier les mesures en faveur des privilégiés et consacrer les ressources nécessaires à la vie du reste de la société. C'est à cela qu'il faut imposer un tournant.

Il faut faire reculer le gouvernement sur la question des retraites, car la prétendue logique économique qu'il invoque n'existe pas. Imposer d'autres choix est une question de rapport de forces, et justement les travailleurs représentent une force considérable. Ils produisent toutes les richesses de cette société, ils sont ceux sans qui rien ne fonctionnerait, on le voit déjà avec les conséquences de la grève des raffineries et des transports.

Et, au-delà de la question des retraites, une autre question se pose: les richesses produites doivent-elles servir à faire vivre la population dans des conditions décentes, ou être accaparées par des capitalistes qui mettent la société au bord de la banqueroute par leurs spéculations? La politique des gouvernements doit-elle consister à sauver les banquiers et les spéculateurs, ou au contraire à empêcher le chômage et la misère croissante?

Oui, le mouvement contre le projet du gouvernement sur les retraites doit continuer. Après les manifestations des 16 et 19 octobre qui ont encore été des succès, il peut et doit encore se développer et s'approfondir. Et ce mouvement ne doit être que le début d'une lutte générale et explosive.

Seule la peur d'une telle lutte fera vraiment reculer gouvernement et patronat, non seulement sur les retraites, mais sur les licenciements, le chômage, les salaires, les conditions de travail. Et pour cela les travailleurs ne doivent qu'apprendre à se servir de la force immense qu'ils représentent.

• Communiqué de Lutte Ouvrière

Mettre en échec les attaques de Sarkozy

Le nombre de manifestations et leur ampleur montrent une nouvelle fois que la mobilisation contre la réforme des retraites s'élargit et s'enracine. Cette dernière semaine a été marquée par l'extension de grèves reconductibles dans de nouveaux secteurs, qui se sont traduites par le blocage des raffineries et l'entrée de la jeunesse

scolarisée dans le mouvement.

Le gouvernement s'essouffle à nous répéter que le mouvement piétine. Libre à lui de se rassurer en pratiquant la méthode Coué. Mais ce sera en vain. Car chaque journée de manifestations et de grèves apporte son lot de nouveaux manifestants. Certains font telle ou telle journée pour se

remobiliser plus tard. Ce qui se traduit par un nombre de manifestants qui se maintient à un haut niveau, rarement atteint depuis longtemps. Si l'on voulait mesurer sérieusement l'ampleur réelle de ces manifestations, en prenant en compte ce renouvellement des manifestants, il faudrait majorer le chiffre des participants,

au lieu de le minorer par des trucages dérisoires comme le fait le gouvernement.

La conviction qu'il est possible d'agir pour empêcher que passe cette prétendue réforme, et de mettre un coup d'arrêt aux attaques contre le monde du travail, est de plus en plus largement partagée.

Si Sarkozy et ses acolytes du gouvernement et de l'UMP veulent jouer les inflexibles, il faut montrer que la classe ouvrière et la population laborieuse sont encore plus déterminées à les faire reculer. Et pas seulement sur les retraites.

Nathalie ARTHAUD
le 19 octobre à 19h

• Fillon affiche la fermeté

Petites manœuvres et gros bobards

Au lendemain de la manifestation du 16 octobre, qui avait à nouveau rassemblé des centaines de milliers de manifestants dans toute la France, François Fillon, invité du journal de 20 heures sur TF1, a réaffirmé l'intention du gouvernement de conduire la réforme des retraites jusqu'à son terme, expliquant que « beaucoup de gestes ont été faits sur les retraites des mères de famille, les longues carrières, la pénibilité » et qu'« on est maintenant au bout du système ».

Autrement dit, pour le gouvernement, il n'y a plus rien à négocier. C'est déjà le genre de propos que tenait, en avril 2006, Dominique de Villepin, prédécesseur de Fillon au poste de Premier ministre, face aux jeunes qui manifestaient contre la loi sur le CPE (contrat première embauche), à la veille de son retrait...

Cette fin de non-recevoir adressée aux manifestants n'a pas empêché Fillon, au passage, d'inviter François Chérèque, le leader de la CFDT, à venir discuter avec lui – « Il sait que ma porte est ouverte » – lui rappelant cyniquement l'accord sur une réforme des retraites qu'ils avaient signé ensemble en 2003. À l'époque, en échange de la signature de la CFDT à cette nouvelle attaque contre les retraites, le gouvernement lui avait promis un traitement particulier pour les carrières

longues et la prise en compte de la pénibilité. Cette signature s'était traduite par le départ de milliers de militants de la CFDT. Quant au dispositif sur les carrières longues, il a été depuis remis en cause par le gouvernement, et la prise en compte de la pénibilité, elle, a été purement et simplement abandonnée. C'était un vrai marché de dupes.

Face au mouvement de grève qui touche les raffineries de métropole, le Premier ministre s'est voulu menaçant : « Il n'y aura pas de pénurie, je ne laisserai pas bloquer notre pays », a-t-il affirmé. Des CRS sont effectivement intervenus dans plusieurs dépôts de carburant grévistes qui les occupaient. Mais, dans le même temps, de nouveaux dépôts sont entrés à leur tour dans le mouvement.

Lundi 18 octobre au soir, plus

de 2 500 des 12 500 stations-service du pays étaient en panne sèche. Le lendemain, les préfets des Ardennes et de la Marne demandaient de limiter les déplacements. Et la Fédération française des carburants évoquait une situation « extrêmement préoccupante, qu'il faut bien appeler pénurie ».

Cela n'a pas empêché les membres du gouvernement de continuer à se répandre dans les radios et les journaux télévisés pour prétendre « qu'il n'y a aucun problème de pénurie dans le pays », reconnaissant tout au plus l'existence de « tensions d'approvisionnement » – nuance – dans plusieurs départements, tensions qui seraient liées... non à l'action des grévistes, mais aux « achats de précaution » des automobilistes. Comme quoi, si les menaces du gouvernement n'impressionnent ni les manifestants, ni les grévistes, et ne peuvent que renforcer leur détermination, ses déclarations quant aux perspectives d'approvisionnement en essence ne trompent personne, et surtout pas les automobilistes.

Jean-Jacques LAMY

• Retraites des femmes : Publicité mensongère

Le gouvernement a publié dans la presse une page de publicité intitulée : « Pourquoi la réforme améliore la retraite des femmes ? »

On peut y lire que « la lutte contre les inégalités de salaires est renforcée » car « les entreprises seront obligées, sous peine de sanctions financières très lourdes, de prendre des mesures pour réduire les écarts de salaires ». Mais la publicité ne dit pas que cette sanction – 1% de la masse salariale – ne s'appliquera qu'aux entreprises qui ne mettent pas en place un plan pour l'égalité salariale. Et comme un tel plan est déjà obligatoire depuis... 1983, ce n'est pas demain que disparaîtra la différence de 30% en moyenne entre les salaires des hommes et des femmes.

La publicité gouvernementale affirme aussi que « la retraite des mères est améliorée ». Et de citer l'amendement qui maintient la retraite à taux plein à 65 ans pour les mères de trois enfants âgées de 55 ans ou plus et qui ont interrompu leur

carrière. Mais cela ne concernerait que 130 000 mères, dont la retraite serait seulement moins dégradée. Toutes les autres femmes seront pénalisées et devront se contenter d'une retraite encore plus réduite, alors qu'aujourd'hui elle ne représente déjà que 62% en moyenne de celle des hommes.

Enfin la publicité conclut : « La situation des femmes les plus fragiles est prise en compte » en citant, entre autres, « les femmes qui ont un travail pénible », qui pourront continuer à partir à la retraite à 60 ans à taux plein, et celles qui ont une très faible retraite et auront toujours droit au minimum vieillesse d'un montant de... 709 euros par mois. C'est une façon de rappeler que, dans le projet initial du gouvernement, ce n'était pas le cas et que « les femmes les plus fragiles » étaient aussi les plus pénalisées.

Alors, dans sa publicité, Woerth ne fait que la démonstration que qui gouverne... MENT.

Cédric DUVAL



Quand le PS se mobilise pour des retraites... à 62 ans

Si les principaux dirigeants du PS se sont joints, comme ils l'avaient fait lors des précédentes manifestations de septembre-octobre, aux cortèges dans les manifestations du 19 octobre, ils ne partagent pas pour autant les mêmes objectifs que les manifestants.

Ceux qui sont descendus dans la rue, pour la sixième fois en moins d'un mois, se mobilisent pour que les salariés puissent partir à la retraite à 60 ans, mais à taux plein. Certains revendiquent, et c'est pleinement justifié, le retour à une retraite à taux plein après 37 ans et demi de cotisations, comme cela existait avant que Balladur ne commence

la démolition des retraites, en 1993.

Le Parti Socialiste, lui, est pour le maintien de l'âge théorique de départ à 60 ans, ce qui sonne bien. Sauf qu'il ne la veut pas à taux plein. C'est ce qu'a redit Martine Aubry, interrogée par Arlette Chabot sur France 2, le 14 octobre. C'est ce qu'a confirmé François Hollande quelques jours plus tard, sur Radio classique. Cela revient, pour l'immense partie des futurs retraités, à être contraints, si on leur en laisse la possibilité, de travailler au moins jusqu'à 61 ans et demi, voire 62 ans. Mais pour la plupart ils devraient partir avec une pension de retraite nettement diminuée.

Certes, le PS prétend qu'il fera porter les efforts pour le financement des retraites sur

le capital. Il envisage de taxer plus fortement les bonus des traders, les stock-options, les parachutes dorés et les « retraites chapeaux », ce qui, en matière de financement, reste très marginal et notoirement insuffisant. Mais jamais, au grand jamais, il n'envisage de faire payer les capitalistes, les gros actionnaires, en prenant sur leurs profits actuels, et moins encore en s'en prenant aux profits qu'ils ont accumulés depuis des années, grâce entre autres à l'accroissement fantastique de la productivité du travail. Même ceux qui regarderaient le PS avec complaisance auront du mal à discerner la différence avec ce que propose le gouvernement actuel.

Martine Aubry a par ailleurs confirmé qu'il n'est pas

question de revenir sur ce qu'a mis en place la droite depuis qu'elle occupe le pouvoir, depuis 2002. Quand Arlette Chabot lui a demandé si, le PS revenant au pouvoir, il abolirait les lois antipopulaires adoptées par la majorité UMP, Martine Aubry a répondu par cette boutade : « Cela prendrait trop de temps ». Ce qui veut dire que le PS assumerait l'héritage de la droite, en matière de retraite mais aussi dans d'autres domaines tout aussi réactionnaires.

Pas de quoi être surpris, quand on se rappelle que le PS avait agi de même quand il était revenu aux affaires en 1997, entérinant entre autres la réforme de Balladur sur les retraites.

Embarrassé semble-t-il par les prises de position

difficiles à assumer des ténors de son parti, Benoît Hamon, qui a pour tâche de protéger son parti sur son flanc gauche, explique que, « les positions du PS ayant été prises en mai dernier... il faudra les rediscuter... Si demain, les conditions économiques sont réunies pour qu'on le fasse, bien sûr qu'on préférera faire travailler les salariés 40 ans plutôt que 41 ans et demi ou 42 ans ».

Ces propos n'engagent que lui-même, mieux vaudrait dire qu'ils n'engagent personne. Car dire qu'on s'en remet à la conjoncture économique, c'est une façon de s'en remettre aux appréciations du patronat. Tout comme le fait aujourd'hui l'équipe Sarkozy-Fillon.

Jean-Pierre VIAL

• Rapport Attali

Mouche du coche de Sarkozy après avoir servi Mitterrand

Attali vient de soumettre, au nom de la commission qu'il préside, 24 propositions au chef de l'État. Cet ancien « conseiller spécial » de Mitterrand de 1981 à 1991 se vante d'avoir inspiré à celui-ci la « rigueur économique », en fait une attaque contre les salaires, à partir de 1982. Depuis quelques années, c'est Sarkozy qu'Attali prétend conseiller, comme si celui-ci avait besoin d'idées supplémentaires pour sa politique en faveur des riches contre les pauvres !

L'attaque contre les retraites ? La commission Attali se contente de l'avaliser, sans trouver pour la justifier de mensonges qui n'aient déjà été dits et redits par le gouvernement. Mais elle y ajoute la proposition de ne verser les allocations familiales qu'en dessous d'un certain plafond de ressources, assortie d'un « gel de certaines prestations sociales (aides au logement, allocations familiales, prestations maladie indexées...) ».

La commission Attali aurait bien proposé également le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et le gel du point d'indice qui sert de référence aux salaires des fonctionnaires. Seulement, le gouvernement y a déjà pensé tout seul ! Alors, la commission

propose de prolonger de deux ans ces mesures et d'élargir cette règle de non-remplacement aux salariés de la Sécurité sociale et des collectivités locales. Comme le gouvernement a déjà décidé d'un gel pendant trois ans des dotations de l'État aux collectivités locales, le rapport Attali veut marquer sa différence en recommandant une baisse de 1 % de ces versements, accompagnée d'une restriction notamment sur les prestations sociales attribuées par les départements.

De même, en matière d'attaques contre la santé, Attali veut montrer qu'il est possible d'aller encore plus loin que celles de ces derniers mois. Aussi préconise-t-il le déremboursement intégral des

médicaments à vignette bleue et orange et une « participation financière plafonnée des malades en affection de longue durée (ALD) », alors qu'ils sont pris en charge pour le moment à 100 %. Cela concerne entre autres des maladies comme le cancer ou le diabète, que les malades devront financer.

Parallèlement, le rapport Attali est aux petits soins pour la santé des profits des entreprises. Non seulement il estime que « le cœur des allègements de charges sociales sur les bas salaires devrait être préservé », mais il propose un gigantesque cadeau – 26 milliards d'euros ! – de baisse des cotisations sociales de la branche famille, « qui pourrait être compensée par une hausse de 3,2 points de TVA ».

Le seul intérêt des « propositions » d'Attali au gouvernement, c'est de confirmer que la prétendue « réforme des retraites » n'est qu'un îlot dans un océan de projets évoqués et qui pourraient passer du cerveau d'un bouffon du pouvoir à ce pouvoir lui-même.

Jean SANDAY

• EDF, GDF, La Poste, Fonction publique

Retraites par répartition, par capitalisation ou... payées par les patrons ?

Les débats opposent souvent les retraites par répartition à celles par capitalisation.

Dans le système actuel, la répartition, les salariés en activité ainsi que les patrons cotisent aux caisses de retraite, qui se servent de cet argent pour verser leurs pensions aux salariés. Les salaires trop bas d'une part, l'existence d'un énorme chômage et la volonté des patrons de diminuer leurs contributions d'autre part, expliquent les difficultés présentes et à venir des caisses de retraite et donnent un prétexte au gouvernement et au patronat pour tenter de modifier le système au détriment des travailleurs et des retraités.

Dans le système de la retraite par capitalisation, dit « à l'américaine », les salariés versent des cotisations, selon leur volonté et leurs ressources, à des caisses fonctionnant à peu près comme des compagnies d'assurance et qui reversent aux salariés en fin d'activité ce qu'ils ont versé durant toute leur vie active, en principe après l'avoir fait fructifier. À condition qu'il reste de l'argent car, après des opérations spéculatives, certains fonds de pension peuvent être

ruinés, et les salariés avec.

Mais un autre système n'est jamais évoqué, c'est le paiement direct des retraites par les patrons. Pourquoi ne serait-ce pas aux patrons de payer, d'abord les salaires des travailleurs en activité, et ensuite leurs pensions lorsqu'ils sont à la retraite ?

Il faut rappeler que c'était exactement la revendication des syndicalistes il y a un siècle, lorsque les caisses de retraite ont été créées ou généralisées par les gouvernements de l'époque. Mais il faut aussi rappeler que ce système de paiement des retraites par les employeurs existait il n'y a pas si longtemps et existe même toujours pour des millions de salariés.

En effet l'État, contrairement aux employeurs privés, paie directement ses propres retraités. Dans l'ensemble de la Fonction publique, c'est toujours l'État qui paye les retraites, et il n'existe pas de caisse de retraite spécifique, même s'il est bien évident que, pour la comptabilité interne, il existe une rubrique particulière

pour le paiement des retraites.

Ainsi aussi, à EDF-GDF (avant leur séparation et leur transformation en sociétés anonymes privatisées), il n'existait pas de caisse de retraite. L'entreprise versait leur salaire aux agents actifs et leurs pensions aux agents retraités, dits inactifs. Et, pour se transformer en sociétés à statut privé, EDF et GDF se sont débarrassés de leurs retraités en « adossant » leurs retraites à celles de la Sécurité sociale et en versant, avec beaucoup de mauvaise volonté, une soulte considérable aux nouvelles caisses de retraite ainsi créées. C'est un processus analogue qui a eu lieu aux PTT avant qu'ils ne se scindent en France Télécom et La Poste.

Alors, pourquoi ce que fait l'État, les patrons ne pourraient-ils pas le faire, individuellement ou à travers une caisse collective ? Ce sont les patrons qui vivent du travail des salariés. C'est à eux de payer des salaires corrects tant qu'ils sont en activité. Ce devrait être également à eux de leur assurer ensuite des retraites correctes.

André VICTOR

• Les jeunes dans le mouvement : Ils ne veulent plus de la galère !



En quelques jours, le ton des politiciens au gouvernement et des médias qui les soutiennent a changé. Ils évitent désormais de parler directement de lycéens « manipulés », formule méprisante suggérant qu'ils n'ont pas de point de vue sur les attaques gouvernementales en cours, et n'ont pas à en avoir puisqu'ils ne seraient pas concernés. Les jeunes sont présents, et bien présents, dans les grandes journées de manifestations comme dans les rassemblements qui s'organisent chaque jour un peu partout.

Chaque jour, des centaines, des milliers de jeunes se rassemblent devant un lycée ou dans un centre-ville, rejoignant souvent une manifestation de travailleurs en grève, d'enseignants ou de cheminots. Les blocages de lycées, les barrages de rues ou d'accès, organisés souvent à l'appel des syndicats lycéens proches du PS, UNL et FIDL, se font avec l'approbation d'une grande partie des jeunes, leur permettant ensuite de participer aux rassemblements locaux ou aux manifestations régionales.

Malheureusement, en marge de ces blocages ou de ces manifestations locales, on déplore aussi la présence de petits groupes de jeunes dont le but n'est visiblement pas d'exprimer leurs idées sur la « réforme » des retraites. Et l'activité de ces groupes, qui peut être de soulager de leur portable certains lycéens, de cabosser des voitures, d'y mettre parfois le feu ou de briser du mobilier urbain, a surtout pour conséquence de servir de justification aux interventions brutales de la police, qui ne fait pas dans le détail, gaze, frappe à qui

mieux mieux, et interpelle casseurs ou manifestants, quand elle ne laisse pas des blessés sur le terrain.

Ces jeunes-là sont à l'évidence bien peu conscients des tares de la société qui les rend tels qu'ils sont, individualistes, machistes et fiers de leur appartenance à une bande, et jouent en réalité le jeu du pouvoir, le jeu de ceux contre lesquels, précisément, les centaines de milliers de manifestants descendent dans la rue. Mais les autres, tous les autres, les lycéens et les étudiants qui réfléchissent, discutent, protestent contre les attaques du gouvernement et du patronat, ne se trompent pas de combat, comme le leur reprochent les conseillers du camp d'en face.

« Quand je vois mon père rentrer le soir, comme il est fatigué, je me dis : qu'est-ce que ça va être pour nous ? » se demandait une lycéenne d'Hazebrouck, citée par la presse. Beaucoup jugent injuste et dangereuse la décision de reculer l'âge de départ en retraite, alors que, pour la plupart d'entre eux, trouver un emploi stable relève de la gageure. Ils le savent, puisque 25 % de leur classe d'âge, parmi ceux qui cherchent un travail, sont au chômage. Beaucoup savent également que l'argument de la « démographie », selon lequel il faudrait bien travailler plus longtemps puisqu'on vit plus vieux, n'est qu'un mensonge. Ils savent que, derrière cette charge contre les retraites, il y a un gouvernement au service exclusif des plus riches, et dont les cartons débordent d'attaques contre le monde du travail.

Et tant mieux s'ils se joignent, de plus en plus nombreux, au mouvement de tous ceux qui veulent faire reculer ce gouvernement et le patronat qu'il sert !

Viviane LAFONT

Les manifestations du 19 octobre

Communiqué de Lutte Ouvrière

Halte aux interventions policières contre les grévistes !

Sarkozy a déclaré le 20 octobre au Conseil des ministres qu'il avait ordonné le déblocage de la totalité des dépôts de carburants, déclarant que « beaucoup de Français ont vu leur vie quotidienne perturbée par des problèmes d'approvisionnement ». Sarkozy feint de se présenter comme le défenseur de la veuve et de l'orphelin, mais lui-même et son gouvernement vont « perturber » bien plus gravement et pour longtemps la vie de millions de travailleuses et de travailleurs si leur projet

de réforme passe. C'est contre ce hold-up sur les retraites que les travailleurs qui occupent les raffineries et les dépôts d'essence luttent avec tous ceux qui, souhaitons-le, seront encore plus nombreux à lutter dans les jours à venir.

LUTTE OUVRIÈRE apporte sa solidarité à tous les travailleurs qui en défendant leur droit de grève – y compris par l'occupation de leur site – participent au large mouvement de protestation contre la réforme des retraites. Elle

proteste contre l'attitude du gouvernement visant à faire intervenir la police contre des grévistes.

Ce gouvernement qui utilise le chantage, la menace, voire la matraque pour essayer de s'imposer face à ceux qui osent le défier, les travailleurs et les jeunes, doit recevoir la seule réponse qu'il mérite : une riposte générale et collective du monde du travail et de la jeunesse.

**Nathalie ARTHAUD,
Arlette LAGUILLER**



Marseille

Bien présents et toujours aussi nombreux

Les manifestants toujours aussi nombreux étaient au rendez-vous. Un des deux cortèges qui finalement se sont rejoints place Castellane, le cortège FO, déjà important en soi, résonnait souvent du chant de l'Internationale.

Dans l'autre cortège, interminable avec la CGT, la CFDT, la FSU, les lycéens, on retrouvait les travailleurs des raffineries, avec la banderole de Total-La Mède, ceux de l'alimentaire, Haribo, Saint-Louis Sucre, Netcacao (ex-Nestlé). Sont passés aussi les dockers de Marseille, Arcelor-Mittal, Airliquide et Eurocopter. Encore plus nombreux, des nouveaux s'étant joints aux manifestants chevronnés, passaient les salariés de La Poste et de France Télécom. Il y en a eu bien d'autres, territoriaux, ouvriers du bâtiment (Spie), imprimeurs (Filpac de Vitrolles), ceux de Fralib à Gémenos, de Panzani, d'EDF-GDF, ainsi que les cheminots en cortège serré. Il y avait les travailleurs des hôpitaux, et ceux de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Les jeunes ont été nombreux à manifester en rangs serrés, qu'ils soient lycéens ou étudiants.

Les partis politiques tenaient des points fixes en plusieurs endroits, Lutte Ouvrière, le NPA, le PC, le Parti de Gauche, et aussi le PS.

Lyon

Privé et public bien présents

À nouveau une manifestation nombreuse (45000 pour les syndicats) avec beaucoup plus de

jeunes que les fois précédentes. Prévues à 10h30, la manifestation avait débuté dès 8h pour quelques centaines de jeunes qui se sont affrontés une partie de la journée avec la police.

Dans la manifestation étaient présentes les grandes entreprises du privé comme du public (Chimie, Renault Trucks, cheminots, hôpitaux...).

Dijon

Ça ne faiblit pas

La mobilisation ne faiblit pas, bien au contraire. Le cortège du 19 était même plus important que celui du samedi précédent et du même ordre que celui du mardi 12 qui était la plus grosse manifestation que la ville ait connue.

Tous les services publics étaient largement représentés. Parmi eux, les agents territoriaux dont une bonne part, les employés des cantines scolaires, est en grève. En effet, elles se sentent particulièrement en danger avec la réforme car avec les temps partiels qui leur sont imposés, elles n'auraient qu'une retraite de misère. Il y avait aussi les cheminots du triage en grève contre la suppression d'environ 200 emplois. Et puis ceux des Impôts, de la Sécurité sociale et des Mutuelles, des hôpitaux, des postes...

Comme à chaque manifestation, les salariés du privé constituaient l'autre grosse partie du cortège. Les banderoles d'entreprise sont nombreuses : celles de Béricap (bouchons en plastique), de Parvex et de la Sermex (métallurgie), de Smurfit, de TPC (électronique), de la parapharmacie, de Carrefour qui manifestaient pour la première fois, de Valduc, des banques...

Les lycéens étaient bien présents, soit regroupés derrière la

banderole de leur lycée soit par groupes à l'intérieur des cortèges syndicaux.

Orléans et Loiret

Toujours aussi nombreux

Il y avait pratiquement autant de monde le 19 que le 12, journée record (30 000 selon les syndicats), avec une participation des lycéens en hausse, cette fois en tête de manifestation, ce qui a mis beaucoup d'ambiance. Mais c'est l'ensemble de la manifestation qui était plus animée que d'habitude : le slogan « les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère... » était repris par toutes les générations. De gros cortèges pour certaines entreprises du privé, dont plusieurs sont en lutte avec des grèves reconductibles depuis la semaine dernière, comme Gemey Maybelline (groupe L'Oréal), Federal Mogul (sous-traitant automobile). Du monde aussi derrière les banderoles GMF, Dior, Famar. Les cheminots et les travailleurs d'EDF ont reconduit chaque jour la grève dans leurs assemblées générales, et ont mené chaque jour des actions en direction d'entreprises du privé : rassemblements, barbecues...

Montargis a connu sa plus grosse manifestation depuis le début du mouvement : les jeunes représentaient plus du tiers des manifestants, ce qui a contribué à faire une manifestation réussie et dynamique.

À Gien, 1 500 personnes étaient dans la rue, du public et du privé, avec de nouveaux secteurs représentés comme ceux des cliniques privées.

Nantes

Le mouvement s'organise

Le gouvernement a beau

dire, le mouvement non seulement ne faiblit pas mais il prend de l'ampleur en se diversifiant. Les chiffres des manifestations en témoignent. Ils sont toujours aussi imposants, entre 40 000 et 50 000 d'après les médias qui sont un peu au-dessus des chiffres de la police qui dit une moyenne de 28 000 à 40 000. Celle de samedi 16 octobre a réuni encore autant de monde avec plus de 1 500 lycéens très remontés qui ouvraient le cortège. À celle du 19 octobre, 4 000 lycéens encore plus nombreux et dynamiques étaient également en tête.

Les slogans ne portent plus seulement sur les retraites mais aussi sur le gouvernement. Les cortèges s'organisent par entreprises ou établissements avec souvent des banderoles et des pancartes confectionnées par les grévistes. Si les services publics sont toujours présents avec des cortèges importants comme les cheminots, territoriaux, CHU, ainsi que les bus et trams et à présent les enseignants regonflés par la mobilisation lycéenne et étudiante, le secteur privé des grosses entreprises mais aussi des plus petites (et c'est nouveau) est aussi fortement représenté.

La grève est reconduite chez les cheminots avec 60 % chez les agents de conduite, la Carsat (anciennement Cram), les territoriaux, La Poste, la cuisine centrale qui alimente les cantines scolaires, l'inspection du travail, EDF-GDF, Pôle Emploi, la BN, le Port autonome et les éboueurs, et elle se maintient dans les établissements scolaires du premier et second

degré surtout les collèges et lycées.

En plus des journées d'actions programmées au niveau national, tous les jours le centre-ville de Nantes est investi par des manifestations de lycéens qui vont voir les cheminots en rassemblement à la gare et participent aux rassemblements inter-professionnels organisés le midi pour des barbecues qui regroupent les entreprises et services du centre-ville place de Bretagne. Cela met de l'ambiance.

Des actions sont programmées aussi dès le matin tôt par les salariés des entreprises en grève et organisés en intersyndicales, cheminots, enseignants, territoriaux, mais aussi d'entreprises du privé, comme Airbus. En fin de semaine un grand pique-nique en ville est déjà annoncé avec dans la foulée probablement une autre manifestation.

Strasbourg

Dynamisme toujours là

23 000 personnes ont manifesté à Strasbourg le 19 octobre, selon la CGT. C'est un peu moins que le 12 octobre, mais la manifestation était toujours aussi dynamique. Des centaines de lycéens et d'étudiants se sont joints à la manifestation après avoir circulé le matin, d'établissement en établissement.

À Haguenau, la deuxième ville du Bas-Rhin (30 000 habitants), une manifestation de 700 personnes a, de nouveau, traversé la ville, avec de nombreux lycéens et des travailleurs des différentes usines de l'agglomération.

Lorraine

40 000 dans la rue

« 40 000 Lorrains dans la rue » titrait le Républicain lorrain « dont environ 20 000 à Nancy où, contre toute évidence, la police affirme pourtant n'en avoir dénombré que 5 500 ». C'est dire que la mobilisation ne faiblit pas et les cortèges étaient du même ordre que le mardi précédent. Ainsi à Metz, 10 000 manifestants foulaient le pavé sous la pluie avec deux différences notables : la participation des jeunes, étudiants et surtout lycéens – un bon millier – et des cortèges syndicaux plus combattifs, reprenant davantage les slogans que la semaine précédente.

Belfort

Manifestation massive

La manifestation du 19 octobre était très massive, au moins autant que celle du 12. Un millier de jeunes lycéens qui avaient commencé dès le matin à faire le tour des lycées de la ville. Beaucoup de salariés venant des entreprises, certains avaient débrayé pour la première fois. À Alstom et General Electric, le débrayage toujours bien suivi dans les ateliers, et certains bureaux. À noter que les services de la Ville, du Conseil général viennent aussi assez nombreux, ainsi que l'Éducation nationale ou encore l'hôpital.

Tours

La mobilisation ne fléchit pas

Après une manifestation réussie samedi 16, (15 000 manifestants d'après la presse, davantage que le samedi précédent), lors de laquelle plus de 500 lycéens et étudiants, accompagnés parfois de leurs parents, avaient rejoint la manifestation des salariés, celle du mardi 19 a été de nouveau un succès, le nombre des manifestants égalant celui des plus réussies du mouvement en cours.

On a compté quelque

2 500 étudiants et lycéens, un fort cortège CGT dans les rangs duquel on notait 600 cheminots, plusieurs centaines de municipaux, les cortèges habituels de la métallurgie (SKF, Safety...), mais aussi de plus en plus de groupes de travailleurs de petites entreprises, de la métallurgie, du BTP, des entreprises où n'existent parfois pas la moindre organisation syndicale.

Dans le cortège, davantage de slogans. L'intervention musclée des gendarmes contre les lycéens d'un lycée de Chinon soulevait l'indignation.

La grève continue au dépôt SNCF, mais elle ne touche ailleurs qu'un petit nombre de salariés : municipaux de Tours et Saint-Pierre-des-Corps, enseignants. Les grévistes se considèrent un peu comme des militants de l'extension de la grève.

Angers

Le bras de fer n'est pas terminé

À Angers, la manifestation du mardi 19 octobre a probablement été la plus grosse depuis le début du mouvement. Les syndicats ont annoncé plus de 20 000 participants. « Et dire que le gouvernement parle d'un mouvement qui s'essouffle ! » : dans les discussions entre manifestants s'exprimait une vraie satisfaction de constater que la mobilisation était toujours aussi forte.

En tête de manifestation, l'afflux des jeunes était sans précédent depuis la rentrée. Il faut dire que la veille, l'ensemble des lycées publics de la ville avait été gagné par les blocages et qu'une assemblée générale étudiante avait voté la grève à la faculté de lettres de Belle-Beille.

Le cortège le plus fourni était de loin celui de la CGT, mais celui de la FSU était lui aussi impressionnant. Si les travailleurs des services publics étaient sans doute les plus nombreux (hôpitaux, SNCF, Poste, impôts...), les plus grandes entreprises de l'agglomération (Valeo, Thyssen, Scania...)

étaient également représentées, et les routiers avaient fait le déplacement en nombre.

Le sentiment général, au terme d'une manifestation qui a duré jusqu'aux environs de 14h00, était que le bras de fer n'est pas terminé.

Bordeaux

toujours autant

La manifestation du 19 octobre a rassemblé autant de monde que le 12 octobre, manifestation qui déjà avait été impressionnante, et beaucoup plus que celle de samedi 16. La présence des étudiants et des lycéens était massive.

La veille avaient déjà eu lieu des manifestations de lycéens et des fermetures de lycées. Les étudiants, en particulier ceux de Bordeaux 3 dont le campus est bloqué, étaient également bien représentés dans le cortège.

Tarbes

Gros cortège

38 000 selon les syndicats le 19 octobre, 22 500 selon la police. Cortège animé avec la présence de lycéens et étudiants (Fac plus IUT). Les cheminots sont toujours en grève, les salariés des impôts reprennent en reconductible d'une journée après avoir arrêté lundi. Les communaux de Tarbes font toujours deux heures par jour, hôpitaux et Euralis une heure au changement d'équipe avec des actions à leurs ronds-points.

La manifestation s'est terminée par un concert d'un groupe rock contestataire et un couplet de *l'Internationale*.

Toulouse

Pas d'essoufflement

« Pas d'essoufflement, pas de recul, au contraire on continue, et plus fort » : encore une grosse manifestation à Toulouse (35 000 selon la police, 155 000 selon les syndicats). Le cortège du 19 octobre était comparable à celui du 12 et les milliers de lycéens en rangs serrés du début de cortège et ceux qui circulaient tout au long de la manifestation, tout comme leur énergie débordante, donnaient de l'ambiance. Les cortèges du privé étaient aussi



présents comme à chaque fois, et aussi fournis que ceux des services publics.

Une petite pancarte noyée dans le cortège résumait le sentiment de bien des manifestants « Papy a fait 36, Nous on fera 2010 ».

Quant à la grève, elle continue massivement chez les cheminots mais elle est aussi suivie dans quelques services, comme l'éducation, les impôts, la météo, le Conseil général. Les blocages par des grévistes et des équipes syndicales se suivent (dépôt de bus, dépôts de carburant, puis l'Eurocentre et l'aéroport). Les grosses entreprises de la ville s'y sont mises. La plupart des lycées sont dans la mobilisation. Une autre manifestation était prévue jeudi 21 à l'appel des différentes Unions départementales de syndicats.

Saint-Nazaire

Une mobilisation contagieuse

Les travailleurs de la raffinerie Total, à Donges, et, un peu plus loin, ceux du dépôt avec les cheminots de Saint-Nazaire sont en pointe dans le conflit. Leur détermination a entraîné d'autres salariés de la région nazairienne à se mettre à leur tour en mouvement.

Ce qui était nouveau à la manifestation du 12 octobre était la présence de nombreuses entreprises du privé avec des groupes de travailleurs regroupés derrière les banderoles de leur entreprise. En plus, les lycéens, mêlés aux salariés, donnaient un coup de dynamisme à la manifestation. Les slogans aussi étaient plus repris par les manifestants.

Et contrairement aux autres fois, les discussions ne tournaient pas seulement autour des retraites, mais de tout ce qui n'allait pas : les salaires, la Sécurité sociale, l'école, le logement, l'emploi, les scandales ! Comment faire reculer le gouvernement et les patrons ? L'idée qu'il ne faut pas en rester là, frapper

plus fort et se rassembler, trottaient dans les têtes.

Dès le 13 octobre, des assemblées ou groupes de discussions se sont tenus dans un certain nombre d'entreprises du privé de la zone industrielle, autour des chantiers de l'Atlantique (STX), Airbus, AéroliA, MAN diesel... Un rassemblement commun était décidé pour le jeudi à 10 heures sur le terre-plein de Penhoët, devant les Chantiers. Cette idée a circulé comme une trainée de poudre sur Saint-Nazaire.

Le jeudi à 10h, les travailleurs de chez STX, sortis nombreux, ont pu voir arriver les cortèges des différentes usines de la zone. Les cheminots en grève sont arrivés à leur tour, ainsi que les grévistes de la raffinerie de Donges, du port autonome. Quand les lycéens, venus en manifestation accompagnés d'enseignants en grève, se sont mêlés aux salariés, l'ambiance est encore montée d'un cran. C'est environ un millier de travailleurs et de jeunes qui étaient rassemblés, convaincus de la nécessité d'élargir le mouvement en entraînant leurs camarades de travail encore hésitants.

Le lendemain, vendredi 15 octobre, plus de 500 manifestants venus de différentes entreprises (dont 200 des Chantiers de l'Atlantique) se sont de nouveau retrouvés devant la chambre du commerce et de l'industrie, bien décidés à se retrouver à la grande manifestation du samedi 16, mais encore plus, de tenter partout, le lundi 18 octobre, des rassemblements, des prises de paroles pour réussir la journée du mardi 19 et préparer la suite. Chez Total, l'assemblée générale de 450 grévistes, sur 650 salariés, encore plus nombreuse que les jours précédents, a voté la grève jusqu'au vendredi 22 octobre. La sympathie pour le mouvement gagne du terrain et la forte minorité combative de nombreux secteurs voit ses effectifs augmenter de jour en jour.



• **Italie**

La manifestation des métallurgistes à Rome
La nécessité d'une riposte ouvrière

Le 16 octobre à Rome la manifestation nationale appelée par la FIOM a été un succès. La FIOM (Fédération des employés et des ouvriers de la métallurgie) fait partie de la CGIL, le plus grand syndicat italien, mais apparaît le plus souvent comme sa frange la plus radicale, alors qu'en revanche sa direction, et notamment le secrétaire général de la CGIL, Epifani, se préoccupent beaucoup plus de l'intérêt de l'industrie italienne que de celui des travailleurs du pays.

En tout cas, alors que les patrons, Fiat en tête, proclament ouvertement leur volonté de s'asseoir sur les droits acquis des travailleurs et de remettre en cause les contrats collectifs, la FIOM est aujourd'hui la seule à s'y opposer, tandis que les deux autres grandes centrales syndicales, CISL et UIL, se montrent disponibles à tout ce que leur demande le patronat, et qu'une grande partie de la CGIL serait prête à faire de même.

Ainsi, en juin et juillet derniers, le dirigeant de Fiat Sergio Marchionne a dirigé son chantage contre les travailleurs de l'usine du groupe à Pomigliano, en banlieue de Naples, subordonnant d'éventuels investissements dans cette usine à l'acceptation de la flexibilité, d'horaires démentiels et au renoncement d'avance à la grève. Seule la FIOM s'y est opposée, malgré une forte pression de toutes les forces politiques, des autres syndicats et même de la CGIL. Cela a entraîné le demi-échec du référendum organisé par Marchionne à Pomigliano, mais l'offensive patronale continue sur les mêmes thèmes, et la manifestation de la FIOM se voulait une réponse à cette offensive.

Un succès significatif

Malgré l'annonce provocatrice du ministre de l'Intérieur Maroni, membre de la Ligue du Nord, qui mettait en garde contre des infiltrations imaginaires de groupes violents « venant également de l'étranger », malgré l'ironie acide des journalistes roquets de Berlusconi et malgré ceux qui, du secrétaire de la CISL Bonanni à une partie de l'appareil dirigeant de la CGIL lui-même, imaginaient un triste défilé de quelques milliers de têtes grisonnantes, la manifestation nationale de la



FIOM le 16 octobre à Rome a été immense, pacifique, pleine de jeunes et combative.

La manifestation a exprimé une rage et une volonté de revanche désormais très présentes parmi les travailleurs de toutes les catégories, pour s'opposer à ce qui passe désormais sous le vocable neutre de « crise », mais qu'il faudrait appeler plutôt offensive patronale contre les droits des travailleurs. Ces derniers mois, en s'opposant au chantage du manager de la Fiat à l'égard des travailleurs de l'usine de Pomigliano, la FIOM a gagné l'estime de secteurs du monde du travail au-delà de la catégorie des métallos. L'appel à manifester à Rome, en particulier parmi les ouvriers des entreprises menacées de fermeture ou déjà en chômage partiel, est apparu tout naturellement comme une occasion de sortir des limites de sa propre entreprise et de sa propre ville. Tout aussi naturellement, la FIOM a été vue comme la force pouvant donner le signal d'une reconquête de tout ce que les ouvriers ont perdu ces dernières années.

Quelles perspectives ?

Bien sûr, la manifestation a immédiatement fourni un nouveau prétexte à la polémique entre opposition et gouvernement, et à l'intérieur même de l'opposition. Dans le Parti Démocrate, l'opposition parlementaire à Berlusconi, qui avait annoncé ne pas

la population active, sont traités avec bien moins de compétence et beaucoup plus de distance. Au mieux, ils peuvent fournir un point de départ à des polémiques qui ensuite débouchent toujours sur les mêmes arguments : la réforme électorale, la « gouvernabilité », etc.

la soutenir officiellement, la grande participation à la manifestation des métallurgistes aiguise les divisions internes. Certains adoptent pratiquement la position du ministre du Travail Sacconi, selon lequel elle était « une manifestation politique de la gauche radicale », et donc en prennent leurs distances. D'autres craignent que les partis à leur gauche n'en recueillent les fruits.

Dans les prochains jours, la gravité de la condition ouvrière, dont la grande participation à la manifestation de la FIOM a témoigné, disparaîtra plus ou moins rapidement de la liste des arguments occupant les débats et les rixes de la politique parlementaire. Il suffit de regarder une des nombreuses causeries télévisées pour voir comment les dirigeants politiques et les grandes plumes de la presse, invariablement invités, sont à l'aise pour combattre, ou faire semblant de combattre une guerre qui ne se mène qu'entre eux, dans le monde des appareils politiques et institutionnels. Les questions ouvrières, les problèmes du monde du travail, qui pourtant concernent la majorité de

Tous ces personnages peuvent être laissés à leurs rixes et leurs fausses guerres. Quand il s'agit de grèves et de manifestations de masse, la question principale est le débouché à trouver, les perspectives que les travailleurs qui se mobilisent peuvent se donner. Ce problème aujourd'hui est central pour la classe ouvrière et ne peut être subordonné à aucune intrigue parlementaire.

L'étape suivante annoncée devrait être une grève générale. C'est ce qu'a dit le secrétaire de la FIOM, Landini, de la tribune de la place Saint-Jean-de-Latran, et même Epifani, secrétaire de la CGIL a approuvé tout en rappelant : « La grève est un grand sacrifice économique, il faut bien la préparer, en amenant tout le monde du travail avec les objectifs justes. » Les propositions des dirigeants réformistes de la CGIL et de la FIOM iront-elles dans la juste direction ? On peut fortement en douter. Par contre, on peut être sûr du succès d'une grève générale qui en effet doit être « bien préparée », mais pas d'ici cinquante ans.

Correspondance
L'Internazionale - UCI

• **Chili**

Après le sauvetage de 33 mineurs
Le président en représentation

Après une visite à Londres, où il a rencontré le Premier ministre David Cameron et la reine Élisabeth, Sebastian Pinera, président de la République chilienne, est arrivé en France, pour rencontrer entre autres Nicolas Sarkozy, avant de s'envoler pour l'Allemagne, pour un rendez-vous avec Angela Merkel.

À chacun de ses hôtes, le président chilien distribue quelques petits morceaux de roches remontés de la mine de San José par les mineurs qui y sont restés ensevelis plus de deux mois et demi.

Se servant de façon indécente de l'émotion suscitée par le sauvetage spectaculaire des trente-trois mineurs ensevelis après un éboulement dans la mine chilienne, et profitant de la présence des télévisions du monde entier qui, pour une fois, et pour un bref moment, s'intéressaient aux conditions de travail des mineurs, Sebastian Pinera joue aujourd'hui à bon compte les héros.

Depuis la localisation des mineurs ensevelis et après avoir, selon le journal espagnol *El País*, retardé les opérations de secours jusqu'à son arrivée sur place, celui qui a été surnommé le « Berlusconi chilien » a tout fait pour apparaître au premier plan jusqu'au bout, jusqu'au dernier mineur rescapé. Et ce n'est pas fini. Il prépare actuellement une exposition itinérante dans le pays, pour montrer des objets utilisés par les mineurs et par les sauveteurs... et surtout pour se montrer.

Après la fin de l'opération de sauvetage, Sebastian Pinera - homme d'affaires milliardaire, élu président de la République du Chili en mars 2010 - a annoncé que des poursuites seraient engagées contre les propriétaires de la mine de San José. Il a promis aux Chiliens une « amélioration

de nos systèmes, de nos attitudes et de nos processus pour mieux respecter la vie, l'intégrité et la dignité de nos travailleurs, et pas seulement dans les mines, mais aussi dans les champs, dans la construction, dans le transport, dans la pêche. » À Londres, il a annoncé que le Chili allait ratifier la convention du Bureau international du travail (BIT) sur la sécurité et la santé des travailleurs des mines, convention datant de 1995.

Les familles des mineurs ensevelis n'avaient pas attendu le président pour dénoncer le non-respect des règles élémentaires de sécurité dans la mine de San José et la responsabilité criminelle des propriétaires de la mine. Mais ils avaient également dénoncé la responsabilité de l'État, et donc indirectement de son chef, à qui incombe la décision d'autoriser ou pas la mise en exploitation d'une mine, et plus particulièrement celle du Service national de géologie et des mines, qui avait autorisé en 2008 la réouverture de la mine, fermée en 2007 à la suite d'un accident mortel, alors qu'aucune amélioration n'avait été apportée aux conditions de sécurité.

« Il a fallu qu'il nous arrive cette tragédie, que nous soyons sur le point de mourir, pour qu'ils se préoccupent de la sécurité », commentait Edison Pena, l'un des trente-trois rescapés, après sa sortie de l'hôpital jeudi soir, 14 octobre.

Les promesses du président chilien en la matière valent ce qu'elles valent. Sans doute pas grand-chose car, pour éradiquer véritablement l'insécurité du travail dans les mines chiliennes, et ailleurs, il faudrait empêcher de nuire les patrons qui spéculent sur la crainte du chômage et sur la pauvreté pour imposer aux mineurs des conditions de travail qu'ils savent dangereuses, voire mortelles.

Jean-Jacques LAMY

• **Haïti**

Neuf mois après le séisme
Rien n'a changé

De fortes pluies ainsi que des vents violents s'abattent sur Haïti, plus particulièrement depuis la fin du mois de septembre, provoquant des inondations, des glissements de terrain et de nombreuses victimes.

Dans la capitale Port-au-Prince et sa région, dix personnes sont mortes et trois autres sont portées disparues après les pluies de la mi-octobre. Située à une trentaine de kilomètres de la capitale, la ville de Léogane, détruite à 80 % lors du séisme du 12 janvier, a été particulièrement touchée par les intempéries. « Plus de 4000 familles vivant sous des tentes sont affectées », indique la Protection civile. A la fin de septembre et début octobre, dans le sud du pays, quatorze personnes avaient déjà été tuées à la suite des intempéries et, dans les camps de sinistrés, au moins 8000 tentes avaient été détruites.

C'est que, neuf mois après le séisme du 12 janvier, et malgré les milliards de dollars d'aide collectés en faveur d'Haïti, 1,5 million

de sinistrés continuent à crouler, entassés dans des centaines de camps de fortune. Et avec le temps, leur situation n'a fait qu'empirer, la saison des pluies menaçant encore plus ces centaines de milliers de pauvres qui, pour se protéger eux et leurs enfants des torrents d'eau et de boue, n'ont que des abris précaires faits de morceaux de bois et de bâches, ou des tentes.

En fait, neuf mois après, rien n'a été reconstruit. Port-au-Prince et les autres villes touchées par le séisme restent des champs de ruines. Au lendemain du séisme, les puissances occidentales, dont la France, avaient pourtant fait semblant de se soucier du sort des victimes, promettant des milliards d'aide à la reconstruction, mais à peine 15 % des fonds promis

ont été débloqués. Et la population n'en a pas beaucoup vu la couleur. Ce n'est pas la publicité faite autour de la récente signature conjointe d'Hilary Clinton et de Bernard Kouchner pour la reconstruction d'un hôpital qui change fondamentalement la situation. En fait, les grandes puissances se sont bien plus préoccupées du déploiement d'une force armée, capable de s'opposer à une éventuelle révolte de la population, que de satisfaire ses besoins vitaux. Il en est de même des ONG : après s'être montrées devant les caméras au lendemain de la catastrophe et avoir capté un maximum de dons, après avoir paradé dans des 4x4 climatisés et occupé les hôtels de luxe ayant résisté au séisme, beaucoup ont commencé discrètement à plier bagages.

Pourtant était-il si difficile, pour des pays capables en quelques jours de transporter en Irak ou en Afghanistan des dizaines de milliers de soldats ainsi

que l'armement et la logistique qui vont avec, de construire les milliers de logements en dur et les infrastructures que la population haïtienne attend toujours ? Quant aux ONG, avec les fonds drainés, n'avaient-elles pas les moyens de satisfaire les besoins des sinistrés pour qu'ils ne crèvent pas de faim et de maladie ? Au lieu de cela, elles ont commencé à suspendre le peu d'aide alimentaire et en eau potable qu'elles apportaient dans les camps.

En fait, la situation catastrophique des sinistrés dans les camps est le dernier des soucis de tous ces gens-là. Qu'ils ne s'étonnent pas si demain, lassés d'attendre une reconstruction qui ne vient pas, les pauvres d'Haïti se révoltent et prennent eux-mêmes leur sort en main, en se servant directement dans les stocks alimentaires et dans les dépôts de matériel de construction !

Roger MEYNIER

• **Afrique de l'Ouest**

Comme au temps des « pêcheurs d'Islande »
Bagnes flottants

Inquiètes de la façon dont la pêche illégale menace la survie de certaines espèces de poissons, plusieurs organisations non gouvernementales, soutenues au moins en paroles par diverses filiales de l'ONU, ont mené leur enquête sur la côte ouest de l'Afrique, au large du Sénégal, du Sierra Leone et de Guinée. Elles viennent de publier leur rapport.

Équipant de leur propres deniers des vedettes des gardes-côtes de ces différents pays et embarquant avec eux, elles ont trouvé ce qu'elles attendaient : des dizaines de navires pêchent sans permis, dans des eaux réservées à la petite pêche et à la reproduction, en dehors des périodes autorisées, capturent des espèces protégées, avec du matériel interdit car destructeur, et sans déclaration de pêche aux autorités (lesquelles, d'ailleurs ?). Les ONG qualifient ces bateaux de pirates.

Pourtant, en remontant la filière des pavillons de complaisance et des sociétés écrans on arrive à des compagnies ayant pignon sur rue. De plus, les poissons sont emballés avec certification européenne et donc vendus sur les marchés de l'Union européenne, en transitant par le port franc de Las Palmas aux Canaries, territoire espagnol.

Mais, au-delà de la destruction des espèces, de l'escoquerie

des regards de la terre et loin de toute possibilité d'évasion. Les quelques marins locaux sont souvent payés en poisson, c'est-à-dire en rebuts invendables en Europe ou au Japon.

Les membres des ONG n'ont pu trouver aucun renseignement sur les salaires, car les marins asiatiques rencontrés ne savaient pas combien ils seraient payés. Ils racontaient en revanche l'absence totale d'hygiène, les injures, les coups, et plusieurs ont fait état d'hommes tués ou jetés à la mer. Les enquêteurs n'ont rencontré que des matelots en cours de contrat de deux ans, deux ans sans mettre pied à terre, mais aucun l'ayant terminé. Ils ont découvert en outre des navires au mouillage, épaves en attente d'être réarmées ou définitivement abandonnées, avec un matelot seul, ne sachant

absolument pas quand on viendrait le récupérer. Il s'agit de gros navires, parfois modernes, embarquant autour de trente hommes chacun, parfois plus. Les ONG en ont identifié une soixantaine dans cette seule région d'Afrique de l'Ouest. Mais ce genre de pêche se pratique aussi dans d'autres zones poissonneuses, sur tous les océans. Il doit donc exister des milliers d'esclaves modernes sur ces bagnes flottants. Mais les vedettes ultrarapides, équipées de radars performants et de moyens de communication instantanés, qui équipent les marines des pays riches ont autre chose à faire que de poursuivre ces négriers. Elles chassent les pauvres embarcations de ceux qui essaient de gagner l'Europe pour échapper à la faim.

Paul GALOIS



À travers le mouvement sur les retraites

20 octobre

Journée aéroports morts à Paris

Le 19 octobre, le nombre de grévistes dans les ateliers d'Air France à Roissy et à Orly était le même que lors des journées précédentes de mobilisation. Le lendemain matin, mercredi 20, dans le cadre d'une « journée aéroports morts » à laquelle appelaient tous les syndicats, des travailleurs en grève de la Maintenance et de l'Escale d'Air France Roissy et des grévistes d'ADP (Aéroports de

Paris) Roissy sont allés manifester à plusieurs centaines à l'aérogare CDG 2F. Puis, malgré une forte présence policière, ils sont allés faire la tournée des autres aérogares du site, le cortège s'étendant en chemin d'autres grévistes, puisque, arrivés à CDG 2D les manifestants étaient déjà plus de mille.

Ce même jour, sur la plateforme d'Orly, cette fois, les travailleurs de la Maintenance

d'Air France Orly-Nord sont montés sur les aérogares pour y retrouver leurs camarades d'ADP et manifester tous ensemble.

À cela s'ajoutant la poursuite du mouvement de grève chez les aiguilleurs du ciel, les autorités de l'aviation civile avaient, par avance, annoncé « une journée très perturbée dans le transport aérien »...

Correspondant LO

• RATP

Se préparer pour la suite

Mardi 19 octobre, le mouvement gréviste est resté faible au métro : trois rames sur quatre sur les lignes 5, 8 et 9, partout ailleurs le trafic était normal. Sur les Réseaux express régionaux (RER) il y avait deux trains sur trois sur la ligne A et un train sur deux sur la B. Au RER B, une assemblée a regroupé environ 80 grévistes qui ont décidé une « mise en veille » de la grève entre les éventuels temps forts.

Mais au métro parisien, si le mouvement touche pour



l'heure à sa fin, de nombreux grévistes gardent espoir et entendent le faire savoir. Lors d'une assemblée qui s'est tenue sur la ligne 9, les 23 participants ont exprimé leur solidarité avec

les grévistes des autres secteurs et avec la jeunesse en lutte. Et pour bien le montrer, ils ont maintenu la grève, même minoritaires.

Correspondant LO

• Municipaux d'Angers

Une grève déterminée

Les salariés de la ville d'Angers et de l'agglomération (Angers Loire Métropole) ont déjà participé en nombre aux différentes manifestations et journées d'action organisées depuis le 7 septembre. Mais dans l'après-midi du 12 octobre, dans la foulée du plus gros défilé depuis le début du mouvement, ils ont décidé de rester en grève.

L'impulsion a été donnée par les éboueurs qui, en commun avec des balayeurs, ont bloqué l'accès à l'usine d'incinération et au Centre Technique Environnement (CTE) dès 5 heures le 13 octobre. Ainsi, toute une équipe de militants de la grève, syndiqués (CGT, FO, CFDT) ou non, a pu accueillir les équipes du matin, puis celle de l'après-midi, et expliquer les motifs de la reconduction : faire plier ce gouvernement sur la question des retraites, avant qu'il ne passe aux attaques suivantes (sur la Sécurité sociale, la privatisation des services publics, etc.).

Au cours de la journée, ce sont donc quelques dizaines d'éboueurs et d'agents de la

Propreté publique qui sont restés (ou partis) en grève. Pendant que les uns commençaient à mettre en place un piquet bien visible au niveau du rond-point du CTE, les autres essayaient d'étendre le mouvement aux autres services, avec succès : le bâtiment, les jardins et le Centre technique de la Voirie (CTV) s'y sont mis aussi.

Du coup, la grève a rapidement été remarquée en ville. Au CTE (en quelque sorte le « centre névralgique » de la lutte), nous n'avons laissé passer qu'un minimum de véhicules (par exemple le portage des repas aux personnes âgées, ou encore la benne de l'hôpital et ses déchets toxiques), mais aucun camion poubelle n'a été autorisé à circuler. Conséquence : d'abord les poubelles, puis les déchetteries ont commencé à déborder ; et les journalistes n'ont pas tardé à venir voir, mais aussi des cheminots, en grève depuis le 12 eux aussi, des grévistes de la métallurgie et de l'Éducation nationale.

Si tous les employés de la ville et de l'agglomération n'ont pas fait le choix de s'engager dans une

grève totale, si elle a été mieux suivie chez les éboueurs ou à la voirie que dans d'autres services, il est évident qu'elle a l'assentiment de tous. Ceux qui n'ont pas fait la semaine entière de grève l'ont faite parfois pour un ou plusieurs jours. Les travailleurs des bureaux de l'hôtel de ville ou des bibliothèques, où la grève n'a pu démarrer, ont quand même tenu à apporter un soutien financier, apprécié.

De fait, toute une petite vie s'est organisée autour du bar du CTE, avec cantine, musique, ballon de foot... et toiles de tente ou camping-car pour la nuit ! Ça discute et ça rigole bien.

Les territoriaux d'Angers n'avaient pas connu un mouvement aussi unanime ni aussi prolongé depuis les grèves sur les retraites de 1995 et de 2003. Comme le disait l'un d'entre nous : « On perd peut-être 50 euros par jour, mais une expérience pareille, c'est ça la vraie richesse et c'est se préparer aux luttes suivantes ».

Correspondant LO

• Au Mans

les blocages ont la cote

Les « blocages » se sont développés au Mans avec la particularité de bénéficier de l'enthousiasme et de la participation de nombreux travailleurs.

Déjà mercredi 13 octobre, au lendemain de la manifestation, un rendez-vous avait été donné, par l'intersyndicale, à tous ceux qui le souhaitaient, à 4 heures du matin dans la zone industrielle, pour bloquer les camions et empêcher les activités. Or, pas loin de 700 personnes s'y sont retrouvées le lendemain avant de se répartir par groupes de plusieurs dizaines ou centaines à différents croisements et ronds-points.

L'intersyndicale a reconduit la même action le vendredi 15 à partir de 5 heures. Là encore le nombre de participants fut impressionnant et plus fort encore : entre 700 et un millier de personnes.

Ce mode d'action correspond dans certaines entreprises à une volonté des travailleurs eux-mêmes : sur des débrayages courts de quelques heures à l'appel des syndicats de chaque entreprise, ils se retrouvent et bloquent la zone industrielle, sans d'ailleurs risquer de se faire poursuivre pour entrave au fonctionnement de leur entreprise.

Ainsi, les Renault se retrouvent à tel rond-point, les Yoplait à tel autre, les territoriaux à tel carrefour, etc.

Et puis surtout c'est un

point de ralliement des travailleurs et syndicalistes de tous horizons ; des retraités ; des salariés de l'industrie, des enseignants ou des hospitaliers, du privé comme du public, parfois en grève, parfois pas ; mais qui ont comme point commun de se battre contre la réforme des retraites.

L'ambiance est chaleureuse et fraternelle. Les arguments vont bon train lorsqu'il faut convaincre un routier un peu récalcitrant. De nombreux automobilistes (qui eux peuvent passer) marquent assez souvent leur soutien au mouvement d'une phrase d'encouragement.

Vendredi 15, à partir de 8 heures, le blocage s'est déplacé devant le dépôt pétrolier de la zone industrielle, renforcé lundi 18 par de nombreux camionneurs joints au mouvement. Il durait encore mardi 19 au matin. Le nombre de présents est beaucoup moins important que les matins précédents, mais il y a tout le temps un roulement pour passer devant ce dépôt qui sert un peu de rendez-vous.

Ce mode d'action s'ajoute aussi aux grèves et manifestations et fournit un lieu de rendez-vous convivial à tous ceux qui veulent lutter contre la réforme.

Il fut un temps où Sarkozy disait aimer ceux qui se lèvent tôt, mais il peut être sûr qu'au Mans ce n'est pas réciproque.

Correspondant LO

• Lyon

La grève dans la chimie

Dans les entreprises de la vallée de la chimie au sud de Lyon, les appels à débrayer pour les jours de manifestation sont de mieux en mieux suivis. Il a fallu réserver des cars plus grands pour aller manifester, et ils sont bondés. Cependant, les travailleurs hésitent à se mettre totalement en grève.

À l'usine Arkema de Pierre-Bénite, un appel à 8 heures de grève par jour reconductible a été décidé mardi 12 : il a été bien suivi les deux premiers jours, beaucoup de travailleurs espérant être moteurs d'un mouvement plus large avec les autres entreprises de la chimie. Mais vendredi 15, voyant que les autres usines ne suivaient pas et que la grève s'effritait

à Pierre-Bénite, la grève s'est arrêtée à 20h, avec cependant un appel à débrayer mardi 19.

Dans les usines Rhodia, les militants organisent des rassemblements successivement devant les différentes usines de Saint-Fons pour discuter avec les travailleurs de ce qu'il serait nécessaire de faire pour gagner, et ils vont aussi donner des tracts aux milliers d'automobilistes qui passent près de là pour aller travailler.

À la raffinerie de Feyzin, la grève reconductible a été votée mercredi 13. Elle est massivement suivie et la raffinerie est complètement arrêtée. Lundi 18, les grévistes ont de nouveau voté à plus de 70% la reconduction jusqu'à mercredi 20.

• Saint-Nazaire

En marge des manifestations, Police et justice à l'œuvre

À Saint-Nazaire, la présence policière est massive et de plus en plus visible, provocante même ! La police présente partout sur la ville, exhibe ses matraques devant les lycéens, contrôle à tour de bras la jeunesse. À la fin de la manifestation du mardi 12 octobre, douze personnes étant placées en garde à vue, quelque 150 manifestants, dont beaucoup de militants de la CGT, se sont retrouvés devant

le commissariat vers 20 heures pour demander leur libération. On a alors vu arriver huit cars de CRS qui sont sortis armés jusqu'aux dents prêts à l'affrontement, alors qu'il ne se passait strictement rien. C'était tellement gros, que le rire a pris le dessus. Et quand ils ont manœuvré pour aller plus loin, les manifestants scandaient : « *C'est ça, allez défendre la grande bourgeoisie, Bettencourt*

et compagnie »

De nouveau, à la fin de la manifestation du 16 octobre, il y a eu 18 arrestations avec comparution immédiate, comme pour le 12 octobre. Le 19 octobre encore, la police a chargé de manière provocatrice. Beaucoup de mineurs doivent passer par un tribunal de juges pour enfants. Les peines tombent pour les travailleurs, les chômeurs, les SDF : un mois, deux

mois de prison ferme pour quelques cailloux ou canettes de bière lancés. Ceux qui refusent la comparution immédiate restent en prison jusqu'à leur jugement qui aura lieu beaucoup plus tard. Il est clair que ce sont les travailleurs et la jeunesse qui sont visés. Mais cela ne fait qu'attiser le sentiment d'injustice et la colère.

Correspondant LO

• Draveil (Essonne)

Manifestation réussie

Lundi 18 octobre, près de six cents travailleurs et jeunes lycéens se sont retrouvés devant la mairie de Draveil pour dire non à la réforme du gouvernement sur les retraites.

Il y avait là des ouvriers de la Snecma Corbeil, d'Altis, des enseignants, des cheminots, des employés territoriaux ainsi qu'une centaine de lycéens parfois accompagnés de leurs parents. Les manifestants ont conspué le maire de la ville de Draveil, Georges Tron, qui a récemment été intégré au gouvernement comme secrétaire d'État à la Fonction publique avec pour tâche de veiller au

non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce même Tron s'était localement distingué en licenciant une employée communale pour absentéisme alors qu'elle était en congé maladie. Un geste qui n'a nullement gêné Sarkozy et les siens, qui se sont empressés d'offrir à Ton un poste de sous-ministre.

Le rassemblement nombreux et dynamique s'est ensuite transformé en manifestation, en ne manquant pas de se donner rendez-vous le lendemain à la manifestation parisienne.

Correspondant LO



• À Paris

Entre deux journées nationales

Les militants parisiens de la CGT, rejoints par ceux d'autres confédérations, organisent quasiment chaque jour des « initiatives ». Il s'agit de rassemblements, entre midi et deux heures, drapeaux et sonos au vent.

Les militants parisiens se regroupent en un lieu déterminé, renforçant les militants des entreprises du quartier et de l'arrondissement, discutant avec les passants et les salariés sortis pour déjeuner. Des militants d'entreprises en lutte

prennent la parole, un point est fait sur le mouvement. Lorsque le nombre y est, une manifestation se forme et parcourt le quartier. L'accueil est toujours chaleureux.

De telles initiatives ont déjà eu lieu à l'Hôtel de Ville, à Beaubourg, à la bibliothèque Mitterrand, etc. D'autres sont prévues au Sénat et place Gambetta, vendredi 22 octobre, en liaison avec le personnel de l'hôpital Tenon, toujours en grève.

Correspondant LO



• Au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis)

La mobilisation continue

Au lycée Jean-Moulin du Blanc-Mesnil, après le succès incontestable de la grève du 12 octobre, l'assemblée générale du lendemain a reconduit le mouvement à une grande majorité. Au lycée Mozart, les enseignants ont eux aussi reconduit le mouvement avec, en plus, une participation des lycéens qui bloquaient leur lycée. Enfin, les employés communaux de la ville étaient eux

aussi en grève reconductible.

Le jeudi 14 octobre, c'est encore une majorité qui a voté la grève aux assemblées générales des lycées Jean-Moulin et Mozart, rejoints par le personnel du collège Descartes.

Les élèves du lycée Jean-Moulin sont à leur tour entrés dans le mouvement et une manifestation rassemblant élèves et enseignants s'est retrouvée devant la mairie aux

cris de : « *60 ans, c'est déjà trop ! On veut pas crever au boulot* », ou encore le très populaire « *Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue !* ». Tous ont rejoint le rassemblement plus large devant la préfecture de Bobigny, avec d'autres travailleurs et lycéens de Seine-Saint-Denis.

Enseignants et élèves sont bien conscients qu'il faut élargir la mobilisation, rassembler

de nouveaux manifestants et grévistes. Dans les discussions, ce n'est pas seulement la réforme des retraites qui revient sur le tapis, mais toutes les mesures prises par un gouvernement qui ne se soucie que de faire payer les classes populaires, comme le montrent par exemple les problèmes d'effectifs et de moyens dans les établissements scolaires.

Correspondant LO

• Nos lecteurs
écrivent

Pétroplus
Petit-Couronne
(Seine-Maritime)

Grève à la raffinerie

Dans le cadre de l'appel national contre le projet de loi sur les retraites, les salariés de Petroplus (ex-Shell) à Petit-Couronne, près de Rouen se sont mis en grève le lundi 11 octobre. Au départ, sur la base de 24 heures de baisse d'Intake (charge des unités) comme cela avait été le cas à chaque journée d'action.

Ici, comme dans beaucoup de sociétés, les salariés ont montré un ras-le-bol des journées d'action sans autre débouché que de participer aux manifestations.

Dès l'assemblée générale des salariés le mardi 12 octobre, une majorité d'entre nous se prononçaient pour la continuité du mouvement face à ce gouvernement sourd aux remontées de la rue.

Comme dans l'ensemble des raffineries de France à ce jour, les salariés votent à chaque relève de quart la continuité du mouvement et plus aucun produit fini ne sort du site depuis.

Depuis le début de la contestation, les salariés sont de plus en plus nombreux aux manifestations à Rouen. S'ils n'étaient que quelques dizaines à venir les journées précédentes, ils étaient plus de 300 le mardi 19.

Malgré les mensonges du gouvernement pour minimiser la mobilisation générale en France et l'impact de l'arrêt des raffineries (il n'y a pas pénurie, dit-il) tous les yeux sont braqués sur l'action des raffineurs. Il suffit de regarder les journaux, qu'ils soient radios, télé ou presse écrite.

Un dépôt de carburant, situé à quelques kilomètres de la raffinerie, a été bloqué par des militants syndicalistes, des enseignants, des cheminots, des étudiants. Il a été évacué par la police samedi 16 à 4h. Depuis c'est un peu le jeu du chat et de la souris : le dépôt a été bloqué de nouveau lundi matin puis débloqué mardi matin puis à nouveau bloqué dans la journée...

Cela fait évidemment du bien aux travailleurs de la raffinerie de voir qu'ils sont soutenus et que bien des travailleurs ont les yeux fixés sur leur action qui les placent à l'avant du combat! (...)

Un travailleur
de Pétroplus

• La grève des cheminots

Le 19 octobre dans la rue, demain on continue !

Mardi 19 octobre, la mobilisation restait forte à la SNCF. De nombreux secteurs avaient reconduit la grève la semaine précédente et, si le nombre de grévistes avait baissé, en particulier autour du week-end, des cheminots ne voulant pas que la SNCF « pique les repos », mardi le taux de grévistes remontait.

Le jour de la manifestation, la grève était majoritaire dans beaucoup de secteurs, aussi bien chez les agents de conduite que sur les chantiers ou dans les ateliers. Par exemple aux ateliers de maintenance TGV de Châtillon, en région parisienne, le taux de grévistes était de 54 % à l'Exécution. Aux ateliers TGV du Landy, le taux de grévistes était là aussi remonté à 52 %.

Lundi 18 et mardi 19 octobre, il y eut souvent affluence dans les assemblées. Dans les gares parisiennes, des assemblées de 150 et 200 cheminots votaient la poursuite de la grève et organisaient nombre d'actions. La grève continuait donc, montrant que face au gouvernement les grévistes n'entendaient rien lâcher, mais au contraire tout faire pour rejeter une réforme qui va à la fois amputer les pensions, diminuer les salaires de près de 3 % par l'augmentation des cotisations, et obliger les cheminots à rester entre deux et cinq ans de plus au travail.

L'entrée dans la grève des travailleurs des raffineries et le mouvement dans les lycées ont été ressenties comme un encouragement à continuer, la preuve que la partie n'est pas terminée.

L'attitude des directions syndicales a également conforté les grévistes. Jusqu'à présent, elles ont toutes poussé au renforcement, si ce n'est à l'élargissement du mouvement, contrairement à la politique qu'elles avaient eue en 2003 et en 2007, quand elles s'étaient opposées aux assemblées inter-services, aux visites de grévistes à d'autres secteurs, voire aux manifestations communes. Le mouvement a ainsi retrouvé des accents de 1995, avec le fameux « *Tous ensemble, tous ensemble* ».

Lors de la semaine écoulée, il n'a pas manqué d'actions communes, dynamiques, regroupant des grévistes de tous métiers et tous âges. Les rencontres avec la population ont montré aux cheminots qu'ils

bénéficient d'un réel soutien, que leur grève est populaire, et ce, que ce soit lors de distributions de tracts aux automobilistes ou aux voyageurs, ou bien lors de manifestations improvisées, et il y en eut beaucoup.

Des cheminots de Melun sont allés soutenir les travailleurs de la raffinerie de Grandpuits. Puis, le jeudi 14, les mêmes cheminots ont été rejoints par une manifestation improvisée et très dynamique de centaines de lycéens.

Aux ateliers de Romilly, ce sont des travailleurs réquisitionnés d'une raffinerie qui ont demandé le soutien des cheminots pour renforcer leurs piquets et empêcher la sortie d'un train de citernes.

À Angers, la CGT-cheminots dispose d'une salle près du centre-ville. Là, des grévistes de la ville (et uniquement les grévistes) sont invités à se rencontrer pour discuter de la grève. Tous les jours, une centaine de travailleurs (enseignants, éboueurs, métallurgistes de PCM et de Valéo, infirmières, cheminots...) se retrouvent autour d'un repas très convivial. Ils ont organisé des petites actions, comme la diffusion d'un tract dans la zone industrielle.

Autre exemple encore : mardi 19 à Tours, le dépôt de carburants de Saint-Pierres-Corps a été bloqué par une quinzaine de militants routiers de la CFDT, ensuite renforcés par une vingtaine de cheminots de l'atelier du dépôt, rejoints par des enseignants d'une école primaire en grève. Toutes ces actions sont précieuses et entretiennent le moral des grévistes.

Mais, à eux seuls, les cheminots ne peuvent pas inverser le rapport de forces entre l'ensemble du monde du travail et le gouvernement. C'est pourquoi beaucoup attendent une extension significative des grèves à d'autres secteurs. Aura-t-elle lieu ? Quelles suites donneront les directions syndicales qui se rencontrent le 21 octobre ? Toutes ces interrogations sont d'ores et déjà discutées et elles le seront plus encore dans les assemblées du mercredi 20, où les grévistes les plus combattifs auront à convaincre leurs camarades de maintenir la pression et de décider le plus démocratiquement possible des suites à donner à un mouvement toujours prometteur.

Correspondant LO



Cheminots à la rencontre des lycéens.

• À Lyon

La grève des cheminots qui a débuté mardi 12 octobre se maintient, même si le nombre de grévistes a un peu diminué les jours suivants. Mais ce qui marque cette grève, c'est aussi la participation des cheminots à nombre de rassemblements ou de visites à d'autres travailleurs, en grève ou qui pourraient l'être.

Ainsi, lundi 18 octobre, au triage de Sibelin ils étaient 70 en assemblée à reconduire la grève jusqu'à mercredi inclus. L'après-midi certains sont allés à l'assemblée de la raffinerie toute proche. Au dépôt de La Mouche, environ 140 grévistes se retrouvent tous les jours. Des

actions sont proposées, comme celle du lundi 18 où les cheminots sont allés à pied, par les voies ferrées, soutenir les lycéens qui passaient au tribunal, au palais de justice de la Part-Dieu.

À la gare de Perrache se tient tous les jours une assemblée de 200 cheminots. Les conducteurs de TER sont particulièrement mobilisés et les rares trains que la direction prétend faire circuler, aussi bien à Perrache qu'à la gare de la Part-Dieu, sont pour la plupart... des autocars !

L'envie des cheminots de voir la grève s'étendre à leurs collègues de travail mais aussi aux autres travailleurs est bien

réelle. Les militants syndicaux organisent – ou du moins ils ne s'y opposent pas – des visites par petits groupes à d'autres centres SNCF, à des entreprises comme Arkema Pierre-Bénite ou la raffinerie de Feyzin. D'autres ont participé à des diffusions de tracts à la porte de Rhodia de Saint-Fons, où il y a des débrayages réguliers. Au port Édouard-Herriot, les cheminots se sont retrouvés, là aussi avec d'autres travailleurs, pour bloquer l'entrée pendant deux heures et distribuer des tracts. Enfin, lundi 18 après-midi, des cheminots et des enseignants ont manifesté avec des lycéens de Bellecour.

Correspondant LO

• SNCF – Rennes

Le gouvernement ment... et la direction aussi

Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, tout le monde a pu voir que le gouvernement mentait effrontément sur les chiffres de manifestants, pour les minimiser. La direction de la SNCF est à bonne école. Pour minimiser le nombre de grévistes, rien de tel que... d'empêcher les gens de faire grève : ainsi, la direction multiplie les refus de prendre en compte les déclarations individuelles d'intention de faire grève, que les conducteurs et les contrôleurs doivent

déposer deux jours à l'avance, selon le règlement. Mais cela ne suffit pas. Elle fait aussi pression directement sur certains grévistes : en les appelant à la maison pour les inciter à reprendre le travail, en s'opposant aux grévistes qui viennent discuter avec leurs collègues.

Malgré tous ses efforts, le chiffre des grévistes est resté stable depuis le 12 octobre. Qu'à cela ne tienne, la direction s'est aussi démenée pour masquer l'état du trafic réel. Par exemple, lorsqu'elle donne le

pourcentage de TER circulant, elle compte systématiquement, sans le préciser évidemment, les TER assurés par cars. Et comme elle n'en est pas à un mensonge près, en gare, elle fait afficher sur les panneaux et les automates à billets des trains qui, elle le sait d'avance, ne circuleront pas : son mépris pour les salariés n'a pas de frontières... il s'applique tout autant aux usagers, qu'elle piège délibérément !

Correspondant LO

• Rectificatif

Les décotes des cheminots : c'est encore pire

Dans le numéro 2202 de *Lutte Ouvrière* (15 octobre), nous écrivions que la réforme de 2008 avait instauré une décote de 5 % par année manquante, avec un plafond de décote à 12,5 % (2,5 ans maximum). Mais la réalité est encore pire. En effet la réforme 2008 prévoyait que ce plafond augmenterait automatiquement avec la durée de cotisations exigée.

Or celle-ci est déjà passée de 40 ans à 41 ans, et le plafond de décote de 2,5 ans à 3,5 ans. La réforme en cours prévoit donc qu'un cheminot qui n'aura pas cotisé 41 ans aura le choix entre perdre jusqu'à 17,5 % de sa pension sous forme de décote, ou travailler 3,5 ans supplémentaires.

Comme la réforme actuelle recule tous les critères d'âge de

deux ans, la réalité pour l'immense majorité des cheminots sera de ne pouvoir partir avant 60,5 ans (et 55,5 ans pour les agents de conduite) s'ils veulent conserver une pension digne de ce nom.

En trois ans et deux réformes, les cheminots sont menacés de travailler cinq ans et demi de plus. On comprend leur mobilisation.

• Chaffoteaux – Saint-Brieuc

Le droit à la préretraite amiante remis en cause

Dans le cadre de la discussion sur le recul de l'âge de la retraite à 62 ans, les sénateurs de droite se sont penchés sur le calcul des dates de départ en préretraite amiante. La date de départ serait rallongée de quatre mois en quatre mois à partir de 2011 jusqu'à 2016, où l'âge de 62 ans serait pris en compte pour le calcul, au lieu de celui de 60 ans.

Le ministre Woerth, dans son intervention le 5 octobre dernier devant les sénateurs, a déclaré qu'il s'agissait là d'une « avancée sociale ». Quel culot ! Il s'agit au contraire d'un recul important à l'encontre des travailleurs victimes de l'amiante.

Ce nouveau dispositif aurait de graves conséquences pour la majorité des 82 salariés de Chaffoteaux victimes du dernier plan de licenciements de 2009 et qui devaient pouvoir bénéficier d'une préretraite amiante entre 2011 et décembre 2014.

En effet le plan social accepté par le gouvernement, représenté par le ministre Estrosi, prévoyait que ces salariés licenciés seraient inscrits au chômage pendant plusieurs mois et seraient plus ou moins dispensés de rechercher un emploi jusqu'à leur prise en charge par la préretraite amiante. Mais, avec le recul de la date de départ, de nombreux travailleurs à Chaffoteaux et ailleurs risqueraient de se retrouver sans aucune ressource financière ni couverture sociale au-delà des trois ans de prise en charge par Pôle emploi. Pour tous, il y aura un manque à gagner important.

Dès que ces mesures inacceptables ont été connues, plus de soixante licenciés de Chaffoteaux se sont réunis et ont décidé de demander des comptes à la direction du groupe Ariston, propriétaire de l'usine Chaffoteaux, et d'interpeller les pouvoirs publics.

Pour l'instant, la direction renvoie la balle du côté du gouvernement et, du côté gouvernemental, une enquête est lancée...

En tout cas, les travailleurs licenciés de Chaffoteaux n'ont pas l'intention de voir leurs droits

remis en cause. La situation est d'autant plus inacceptable que de nombreux salariés ont un suivi médical particulier pour l'exposition à l'amiante et que, malheureusement, plusieurs sont déjà décédés de ce poison.

Quand le gouvernement parle de justice et d'avancées sociales pour son projet de réforme, il faut comprendre : recul social.

Correspondant LO

• Victimes de l'amiante

Après la manifestation du 9 octobre

Comme les années précédentes, la manifestation organisée par l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) et la Fédération des accidentés du travail (Fnath), soutenue par la CGT, la CFDT et les mutuelles de France, a réuni samedi 9 octobre à Paris plusieurs milliers de personnes venues de toutes les régions. Cette année, son mot d'ordre était : « Ceux qui vont mourir plus tôt doivent partir en retraite plus tôt ! ».

Des pancartes disaient : « *Wladislas 64 ans, mort 4 ans après la retraite* », « *Francis, 54 ans, mort avant la retraite* », « *René. j'ai respiré de l'amiante, malade à 43 ans* ». Les orateurs de la Fnath et de l'Andeva ont dénoncé la prétendue prise en compte de la pénibilité du travail dans la loi du gouvernement contre les retraites.

Aujourd'hui, il y a toujours plus de six ans d'écart entre l'espérance de vie d'un cadre supérieur et celle d'un ouvrier, et plus de dix ans si l'on considère l'espérance de vie en bonne santé. Pour pouvoir encore partir à 60 ans, comme avant, si la nouvelle loi était appliquée, il faudrait un taux d'incapacité de 10 %, reconnu par une commission de trois médecins. Mais bien des malades de l'amiante ont une incapacité inférieure, et ils en meurent. À Dunkerque,

sur 450 personnes mortes d'un cancer dû à l'amiante, 200 avaient une incapacité de 5 %. Les plaques pleurales sur les poumons, qui n'étaient selon les avocats des patrons qu'un « signe d'exposition », ont ensuite évolué et un cancer inguérissable s'est déclaré.

Depuis la fin des années 1990, l'allocation de préretraite amiante (Acaata) permet le départ à partir de 50 ans dans seulement quatre secteurs d'activités, sur la base d'une année de travail en moins pour trois années effectuées. Mais elle n'a pas été étendue à toutes les branches professionnelles concernées par l'amiante, dont le bâtiment, la sidérurgie. Et pas aux autres causes de maladies professionnelles. Et puis elle est le plus souvent trop modique.

La loi Woerth qui, si elle était appliquée, aggraverait la condition des travailleurs

victimes de l'amiante, serait probablement suivie de son durcissement par un futur gouvernement sous un prétexte quelconque.

F. Desrioux pour l'Andeva a fustigé une loi « *où la mort prématurée de ceux qui se sont levés tôt va permettre des économies pour financer la retraite de ceux qui fréquentent le Fouquet's, afin qu'ils en profitent encore davantage* ». Il a appelé à participer aux manifestations du 12 et du 16 octobre.

La manifestation comprenait une délégation des victimes d'Eternit des villes italiennes dans lesquelles la

multinationale de l'amiante a sévi : Reggio Emilia, Casale Monferrato. Dans cette ville du Piémont, il y a 50 nouveaux cas de cancers de l'amiante chaque année. Plus de 1 000 travailleurs d'Eternit en sont morts ainsi que 500 habitants, intoxiqués par l'air vicié. 2 900 travailleurs et leurs familles ont attaqué les propriétaires d'Eternit et un procès pénal se tient en ce moment à Turin. Pour qu'il en soit de même en France, l'Andeva appelait à accompagner une délégation de veuves le 19 octobre à l'Assemblée nationale.

Serge VIARD



• Site de Métaleurop – Noyelles-Godault (Pas-de-Calais)

L'écologie vue par les capitalistes

Petite entreprise de déconstruction et de recyclage automobile, Re-Source Auto Pièce appartient au groupe Indra, qui compte comme actionnaires Renault et Suez. Elle fait partie d'un ensemble de sociétés dites « vertes » qui ont été implantées sur l'ancien site de Métaleurop, à Noyelles-Godault, après la fermeture de cette usine qui a fait scandale il y a quelques années.

L'entreprise compte une trentaine d'ouvriers, venant en majorité de l'intérim automobile, dont certains, stagiaires, sont payés en grande partie par le Pôle emploi. Le travail se fait pour la majorité en deux équipes, les ouvriers touchent environ 1 200 euros pour 39 heures, à condition

d'être postés.

Le but est de démonter les voitures afin de récupérer ce qui est recyclable ou revendable.

Mais les lois du profit ne s'arrêtent pas à la porte des « écopôles ». Si aucune filière n'existe pour la revente, les pièces ne sont pas démontées.

De plus, ce sont les cours de la Bourse qui décident de ce qui est démonté ou pas. Ainsi, le plastique est récupéré avec un soin variable, ou est laissé avec l'acier et vendu comme tel

Le patron rogne sur tout pour économiser le moindre sou. Les ouvriers ont les deux mêmes bleus de travail depuis l'ouverture il y a un an... qu'ils doivent laver eux-mêmes ! Les gants fournis sont mal imperméabilisés, et l'essence des réservoirs démontés coule sur les mains et les bras, provoquant des irritations. Pour économiser

sur les produits d'entretien, le sol est régulièrement décapé avec... de l'essence !

La direction rabâche sans cesse que le compte de voitures n'y est pas. La vitesse de démontage imposée provoque une insécurité permanente, et les blessures sont fréquentes. Des coupures ont conduit plusieurs fois à des points de suture...

En un an, quatre ouvriers se sont retrouvés à l'hôpital. Les arrêts de travail sont nombreux, car les douleurs au dos ou aux poignets sont permanentes.

Plusieurs ouvriers refusent de démonter les bonbonnes GPL, une opération risquée. C'est l'agent de maîtrise qui le fait !

Régulièrement ont lieu des visites de politiciens et de notables locaux qui viennent s'enorgueillir d'une telle « réussite ». Mais, malgré tout le baratin « vert » et le faux nez écologique, il n'y a guère que les conditions de travail pourries et les salaires minables qui sont « durables ».

Correspondant LO

• Centre hospitalier de Nevers

Non à la privatisation du bio-nettoyage !

La direction du centre hospitalier de Nevers a décidé la privatisation du bio-nettoyage dans les pôles C et D, la Pharmacie, l'Internat, le Samu et un site extérieur: Colbert.

Une partie du nettoyage de l'hôpital est déjà privatisée, surtout dans les parties communes, les axes, mais aussi la Dialyse. La direction prétexte

un taux d'absentéisme trop important des ASH pour privatiser. Mais au pôle D il n'y a aucun problème d'absentéisme et au pôle C ce sont les mauvaises conditions de travail qui expliquent les absences.

En réalité, la direction est engagée dans un plan d'économies tous azimuts. Il est aussi question de donner les transferts assurés par le Samu à des ambulanciers privés.

Cette privatisation du bio-nettoyage va supprimer 25 postes de titulaires, qui devront être reclassés dans d'autres secteurs, entraînant le licenciement de personnel sous contrat qui assure le travail actuellement dans les autres pôles. Certaines sont là depuis plusieurs années et sont parfaitement intégrées aux différentes équipes. Si elles sont licenciées, elles ont peu de chance de retrouver du travail

dans l'agglomération de Nevers. Cette décision de la direction est une attaque directe et a provoqué la colère. Le DRH a dû entendre ses quatre vérités: « *Cela fait des années qu'on accepte de revenir sur nos repos, qu'on accepte de déplacer nos congés, de changer d'horaires et voilà comment on nous traite!* » Et elle a beau eu dire que la grève c'était démodé, c'est quand même la grève qui a été décidée.

La journée du 12 octobre sur les retraites a été l'occasion de faire une assemblée générale. Malgré les réquisitions, la moitié des ASH étaient présentes. Une pétition et une grève pour le jeudi 14 octobre ont été décidées, avec un rassemblement devant l'hôpital. On n'est pas décidé à en rester là et on va continuer à se faire entendre.

Correspondant LO

• Hôpital de Guéret (Creuse)

Un service indispensable, qui doit réouvrir

Mercredi 13 octobre, 230 élus creusois se sont rendus au ministère de la Santé pour essayer d'y rencontrer Roselyne Bachelot ou un de ses représentants, avec plus de 50 000 pétitions recueillies dans le département, demandant la réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital de Guéret, fermé depuis le mois de juin.

Les patients creusois atteints de cancer, déjà très fatigués, sont maintenant contraints d'aller suivre leurs traitements parfois quotidiens à 100 ou

200 km, à Limoges, Montluçon ou Clermont-Ferrand.

La population creusoise et le personnel de l'hôpital avaient multiplié les actions au printemps dernier. Une assemblée générale des élus creusois de toutes tendances avait décidé au mois de juin de rompre toutes relations avec les services de l'État (ministères et préfectures), de ne plus siéger dans aucune réunion et d'obtenir coûte que coûte la remise en service de la Radiothérapie.

À leur arrivée au ministère, les

maires creusois ont été accueillis par une escouade de CRS qui les ont empêchés sans ménagement d'approcher de trop près les murs du ministère. Une délégation a été reçue par un sous-fifre et on leur a promis... une évaluation de la situation par l'Agence régionale de santé.

La population creusoise et les maires sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur lutte et à obtenir la réouverture du service.

Correspondant LO

• Diehl Augé Découpage – Besançon

Le lait était sur le feu, il a débordé

Depuis quelques mois, la direction de cette entreprise considère les salariés comme corvéables et malléables à souhait, sanctionnables à tout moment.

La direction a récemment averti une employée, car elle a pris l'initiative de louer un véhicule, faute de voiture de société disponible, pour permettre à un salarié de partir en déplacement.

Cette employée est connue pour assister aux assemblées générales, pour débayer et manifester lors des appels nationaux. Cette sanction a donc été ressentie comme un prétexte à l'encontre d'une camarade combative.

Une assemblée générale le

18 octobre a réuni 130 personnes sur les 200 que compte l'entreprise, et il a été décidé de débayer et d'aller rencontrer la direction. Devant son refus méprisant de revenir sur la sanction, la grève a été décidée. La quasi-totalité de l'équipe d'après-midi comme ceux de journée ont suivi, rejoints par l'équipe de nuit. Mardi, l'équipe du matin s'y est mise aussi. Seuls les intérimaires étaient à leur poste.

En fin de matinée mardi 19 octobre, la direction annonçait qu'elle retirait la sanction et que notre camarade ne devait pas tenir compte de la lettre envoyée le matin même pour

un entretien préalable en vue d'un licenciement, alors qu'elle ne parlait jusque-là que d'un avertissement! Elle s'engageait également à payer la totalité des heures de grève.

La situation générale et les débayages précédents pour participer aux manifestations, où nous étions entre 30 et 50 suivant les jours, ont certainement pesé pour faire céder aussi rapidement la direction.

Quoi qu'il en soit, tout le monde était content de lui avoir fait ravalier sa morgue et lever la sanction. Elle y réfléchira à deux fois avant de recommencer.

Correspondant LO

• Lapeyre et Saint-Gobain – Niort (Deux-Sèvres)

Les patrons ont de quoi maintenir les emplois

Les salariés (8 sur 12) du magasin Lapeyre de la zone Mendès France de Niort ont fait grève pour défendre leurs emplois jeudi 14, vendredi 15 et samedi 16 octobre, soutenus par les délégués syndicaux venus d'autres magasins du pays (Limoges, Perpignan, Toulon...). Samedi 16, ce sont eux qui ont conduit la manifestation contre la réforme des retraites à Niort.

Le magasin Lapeyre de Niort, ouvert en 2005 par Distrilap (société qui gère les magasins Lapeyre), est passé en un an de 18 à 12 salariés, et aujourd'hui Distrilap l'abandonne pour le passer à un mandataire. Le projet serait d'en faire un « magasin relais », avec la perte de la moitié des emplois.

Le chiffre d'affaires ne serait pas suffisant, le magasin

aurait été « surdimensionné ».

Si Lapeyre, qui fait partie du florissant groupe Saint-Gobain, veut « redimensionner » ses magasins, ce n'est pas aux salariés d'en faire les frais. Le personnel et les syndicats des magasins Lapeyre craignent, s'ils ne s'y opposent pas, que Niort soit le premier d'une longue série.

Correspondant LO

• Hôpital Esquirol – Limoges

Service public à l'encan

Depuis une bonne vingtaine d'années, le centre hospitalier Esquirol de Limoges (psychiatrique) ne dispose plus de sa propre buanderie et le linge jusqu'à cette année était lavé à la buanderie du CHRU. Le linge propre est réceptionné et redistribué dans les unités par la lingerie d'Esquirol où, d'année en année, la direction n'a pas cessé de procéder à des réorganisations et des suppressions de postes.

Le personnel a appris récemment que la direction avait décidé de retirer le lavage du linge de la buanderie CHRU pour le donner à une société privée qui le lavera à... Châteauroux! Il serait même question que le marché ne se limite pas à l'entretien mais concerne aussi la location du linge, l'hôpital cessant d'en acheter.

Avec la liquidation définitive de la lingerie, quatre postes de lingères sont supprimés sur Esquirol tandis

que le CHU, lui, perdrait une dizaine de postes.

À peine une semaine plus tard, on apprend que c'est au tour de l'entretien des locaux administratifs d'Esquirol d'être adjugé à une entreprise sous-traitante: les agents d'entretien seront reclassés dans l'hôpital, pour celles qui sont titulaires. Quant aux contractuels, on ignore le sort qui leur est réservé. La cafétéria aussi est dans le colimateur, la cafétéria, lieu de vie précieux pour les patients d'un hôpital psychiatrique, et où déjà on annonce la suppression d'un poste. Mais l'administration laisse planer le doute auprès du personnel: sous-traitance, fermeture? Des sacrifices en tout cas!

Pour réaliser les économies et les suppressions de personnel exigées par l'État, la direction procède à marche forcée, mais il n'est pas dit qu'elle ne tombe pas sur un os.

Correspondant LO



• Continental – Toulouse

Le Plan « Pépé » est enterré... Mais les menaces de licenciement demeurent

La direction de Continental aura tout tenté pour faire passer son plan « Pépé » visant à réduire de 8 % de la masse salariale – « Pépé » pour « Productivité-Pérennité » – renommé depuis en plan de « maintien de l'emploi ». En vain : les deux syndicats majoritaires, la CGT et la CFDT, se sont opposés à l'accord signé par les syndicats minoritaires.

Le 13 septembre dernier, la direction avait organisé une consultation bidon auprès du personnel, avec un chantage à des licenciements. Les syndicats CGT et CFDT ont appelé au boycott et organisé le même jour un meeting devant l'usine,

où des militants syndicaux d'Allemagne, d'Espagne, de General Motors et des membres du Comité de lutte de Continental Clairoux ont pris la parole. Résultat, entre les refus de vote et les « non », c'est 57 % du personnel qui a rejeté ce plan.

Les deux syndicats majoritaires avaient dit lors de ce meeting qu'ils s'opposeraient à l'accord s'il était signé. Pour tenter de les faire plier, la direction a carrément annoncé qu'il y aurait 1 000 emplois menacés si l'accord n'était pas validé : 500 à Foix et 200 à Boussens, soit la totalité des deux sites, et 300 à Toulouse. 40 % de l'effectif menacé de licenciement, pour réaliser 8 % d'économies par an sur la masse salariale!

Puis elle a mobilisé les

cadres dirigeants et certains de leurs subordonnés pour perturber une réunion du personnel organisée vendredi 8 octobre par la CGT et la CFDT, ceux-ci allant de cris et de hurlements jusqu'à la tentative de pression physique. Ce n'était pas encore comme à General Motors, mais on s'en rapprochait. Mais salariés et organisateurs ne se sont pas laissés impressionner. Et bien au-delà des présents, beaucoup dans l'usine ont été choqués par de telles méthodes.

Enfin, la direction est allée pleurer auprès des pouvoirs publics pour organiser une « médiation » pour faire plier les syndicats récalcitrants. C'est le président du Comité économique et social soi-même qui a réuni la direction et tous les

syndicats – représentants de l'usine et représentants régionaux – pour tenter de trouver « un compromis ». Quelques dizaines de salariés des trois usines sont venus en soutien. Et là encore, malgré quatre heures de réunion, ce fut un échec, les syndicats majoritaires ont confirmé leur opposition.

Dans l'usine, les militants des deux syndicats ont reçu les félicitations et les encouragements de tous ceux qui les soutiennent, et ils sont la majorité.

« Pépé » est donc enterré. Mais on peut être sûr que la direction essaiera de remettre le couvert bientôt : la menace des mille suppressions d'emplois demeure, et syndicats et salariés restent vigilants.

Correspondant LO

• La Redoute – Roubaix-Tourcoing-Wattrelos

Des invités surprise à la fête

Jeudi 14 octobre, la direction de La Redoute organisait une fête, où étaient invités tous les salariés et où devait être annoncée une « surprise extraordinaire ». « Laissez-vous faire », annonçait le carton d'invitation.

La vraie surprise, ce fut une centaine de collègues d'un secteur qui doit être externalisé (Tourcoing 3), venus faire un comité d'accueil à l'entrée de l'usine textile désaffectée transformée en salle de spectacle, pour montrer, à l'inverse, qu'ils ne se laissent pas faire.

À chaque arrivée de navettes de bus, sur l'air des lampions, ils rappelaient qu'ils ne veulent pas que la direction de La Redoute

transfère leur contrat de travail à la DIAM, filiale de Redcats, criant vigoureusement « *Retrait du projet* » et appelant leurs collègues à rester quelques minutes par solidarité et pour mieux comprendre leur situation.

Car, bien évidemment, l'externalisation se traduirait par une aggravation des conditions de travail et une baisse du pouvoir d'achat.

Et la direction de La Redoute a le culot d'organiser une fête, avec champagne et petits fours à gogo, au moment où elle prévoit de se séparer encore de 220 salariés de Tourcoing 3 et alors que l'encre du dernier plan de 672 suppressions d'emplois est à



peine sèche.

Le concert de couvercles, mais aussi les discussions avec les collègues s'arrêtant pour marquer leur solidarité, ont duré pendant deux heures.

Dès le lendemain, dans les ateliers de La Martinoire, ceux qui étaient allés à la fête, malgré tout alléchés par la surprise promise, se disaient que la direction s'était vraiment fichue d'eux.

Car la surprise c'était... le changement du slogan publicitaire que martèle La Redoute dans les médias ! Avant : « *La Redoute : réussir ensemble* », maintenant ce sera : La Redoute « *Osons, tout est permis* ».

Les salariés de Tourcoing 3, c'est sûr, vont continuer à oser contester leur transfert.

Correspondant LO

• LCL tours

La direction a la monnaie de sa pièce

Le site LCL de Tours Denoyelle fait coexister deux unités, le Précontentieux et les Prêts immobiliers, pratiquant des horaires variables différents, la plage fixe des premiers se terminant dès 16 heures, celle des autres pas avant 16h30. À l'occasion d'une énième réorganisation, la direction envisageait d'instaurer un horaire unique... avec plage fixe jusqu'à 16h30 pour tout le monde.

Voilà qui n'a pas été du tout du goût des employés du Précontentieux. Un certain

nombre ont des contraintes de train, de garde d'enfants, ou ils ont tout simplement adapté leurs activités aux horaires. Une pétition a donc été signée à la quasi-unanimité, que l'ensemble de l'unité a portée au directeur vendredi 8 octobre. Tout ce que ce monsieur savait dire est qu'il appliquait la règle mais qu'il était prêt à discuter des cas posant problème. Il n'a convaincu personne et il s'est entendu répondre que tous les cas posaient problème et que LCL n'a pas le droit de

changer les règles comme bon lui semble.

Lorsque des délégués du personnel sont allés informer les employés des Prêts immobiliers, certains ont tout de suite demandé pourquoi on ne ferait pas l'inverse, en adoptant les horaires du Précontentieux. Dans cette unité aussi, un certain nombre prennent le train, notamment d'Orléans depuis que leur site a fermé. Aussitôt dit, aussitôt fait, une pétition réclamant la modification du règlement des horaires variables

a recueilli une majorité de signatures, qu'une bonne partie du personnel est allée porter au directeur jeudi 14. Et là, surprise, celui-ci, très bavard la première fois, mais visiblement contrarié par cette autre visite, a pris la pétition et s'en est vite retourné dans son bureau avec la tête des mauvais jours.

Maintenant, tout le monde attend, mais pas trop longtemps, que la direction donne de ses nouvelles.

Correspondant LO

• MOLEX Villemur-sur-Tarn (Région toulousaine)

Les voyous continuent !

Suite à la plainte en Prud'hommes de 189 licenciés de Molex, les dirigeants du groupe ont décidé le dépôt de bilan. Cela interrompt le plan « social » en cours, c'est-à-dire dès fin septembre, l'arrêt du paiement des salaires aux salariés protégés.

Les dirigeants du groupe se disent « choqués et déçus » de l'attitude des 189 licenciés. Et joignant le geste à la parole, ils ferment les robinets après avoir jeté à la rue plus de 300 travailleurs.

Le ministre Estrosi qui a suivi le dossier depuis le début, lui, s'est dit choqué par l'attitude des dirigeants de Molex. Rappelons qu'à l'époque, il avait essayé d'embobiner les travailleurs avec un soi-disant repreneur, puis avec des reclassements miracles. Il vient maintenant à Toulouse pour discuter avec les syndicats de ce retournement de dernière minute. Rappelons aussi que Bernard Thibault, venu à Toulouse, avait assuré les travailleurs que Sarkozy suivait l'affaire de très près et avait vanté la possibilité d'une reprise partielle de l'usine. À l'époque, à la direction de la CGT, il n'était question que de « politique industrielle » et d'« États généraux de l'industrie » sous les auspices des préfets de Sarkozy. En fait de reprise de l'usine, seule une quarantaine de salariés continuent l'activité à Villemur.

Depuis le début de cette affaire (septembre 2008) les masques tombent, et on ne voit que des voyous et des complices des voyous. Continuer à compter sur la condescendance des patrons et les promesses des politiciens à leurs ordres, ce serait se lier les mains.

Correspondant LO

• Enseignement

L'Éducation nationale travaille « à flux tendu »

Le rectorat de Paris voudrait que 200 professeurs des écoles, titulaires-remplaçants dans les écoles primaires ou maternelles, aillent assurer des remplacements en collège. À l'en croire, ces enseignants seraient actuellement inemployés, tandis que des cours ne sont pas assurés en collège.

Les professeurs des écoles refusent ce marchandage, avançant à juste titre qu'ils n'ont pas été formés pour cela : pratiquer des disciplines d'éveil en maternelle ou apprendre à lire et à compter à des enfants de primaire n'a effectivement pas grand-chose à voir avec l'enseignement des mathématiques ou de la géographie à des élèves de troisième. Mais

pour le recteur, tout cela, c'est de l'enseignement. C'est un peu comme si les métiers de plombier ou d'électricien étaient interchangeables, puisqu'ils appartiennent tous les deux au secteur du bâtiment !

Le gouvernement a baissé de façon drastique le nombre d'enseignants sans tenir compte de la réalité des effectifs, et les conséquences s'en font sentir un peu plus à chaque rentrée. Le problème du non-remplacement des enseignants va en outre se poser de façon aigüe au retour des vacances de la Toussaint, où une bonne partie des nouveaux nommés va faire le stage d'une semaine... sensé remplacer l'année de formation qu'ils n'ont pas eue. Alors, pour pallier le manque d'enseignants, les rectorats cherchent dans toutes les directions. Ils

font appel à des vacataires ou des contractuels, sauf que la plupart ont déjà été affectés et qu'il n'y a plus de réserve, ou ils demandent à des retraités de reprendre du service quelques semaines pour boucher des trous, sans grand succès pour l'instant. La dernière proposition consisterait donc à affecter des titulaires remplaçants à n'importe quel poste, sans se soucier de leur formation ni par conséquent de ce qu'ils peuvent apporter aux élèves.

L'important pour le ministère de l'Éducation nationale n'est pas l'intérêt des élèves, mais le communiqué disant qu'il y a un enseignant en face de chaque classe, même s'il n'a pas été formé dans la discipline qu'on lui demande d'enseigner.

Marianne LAMIRAL

• Lycée Joliot-Curie Nanterre (Hauts-de-Seine)

L'art d'envenimer la situation

Le lycée Joliot-Curie de Nanterre a fait les titres des médias, lundi 18 et mardi 19 octobre, à cause d'affrontements entre jeunes et policiers avec incendies de voitures.

Venant après des semaines de mobilisation des enseignants, le mouvement des lycéens n'était pourtant pas du tout parti pour prendre ce chemin. Il a débuté par une assemblée générale autorisée dans le lycée vendredi 8, qui a voté le blocage du lycée pour la journée du mardi 12 octobre.

Ce jour-là et le lendemain, le blocage s'est déroulé sans incident.

Les choses ont commencé à changer le jeudi 14, lorsque les forces de police se sont alignées devant l'entrée de l'établissement pour officiellement « permettre l'accès des élèves au lycée » et donc mettre en échec toute tentative de blocage. Il était clair que bien peu allaient entrer dans le lycée sous la protection des uniformes. La mobilisation a continué, et ce jour-là les incidents ont été limités.

Mais le lendemain, le dispositif policier s'est durci : policiers en grande tenue, casqués et munis de boucliers, dans l'emprise même de l'établissement, faisant un cordon devant l'entrée des élèves. Cela ne pouvait être ressenti que comme une provocation. Les policiers ont cherché à déloger les jeunes qui occupaient la chaussée et bloquaient les voitures, usant de gaz lacrymogènes. Des heurts se sont produits, les jeunes se

mettant à lancer des projectiles, les policiers utilisant des flash-balls, dont une fois au moins, selon les témoins, à tir tendu, ceci au lendemain des incidents de Montreuil où un jeune avait eu le visage gravement atteint par ce type de projectile.

La semaine suivante, dès lundi 18 octobre, les autorités, avec l'accord de la direction de l'établissement et malgré l'appel des enseignants, ont pris la responsabilité de remettre en place le même dispositif policier.

Malgré une tentative avortée de certains élèves participant au mouvement pour tenir une assemblée générale dans l'enceinte de l'établissement, des jeunes, pour la plupart

venus de l'extérieur, ont relancé les affrontements avec la police et se sont ensuite déplacés dans la ville, laissant un sillon d'abribus brisés et de véhicules brûlés. Ce sont les scènes que les médias ont montrées. Et une fois ce genre d'engrenage enclenché, nul ne sait comment il peut s'arrêter. Ainsi, le lendemain, de nouveaux incidents se produisaient.

Si tout le dispositif policier avait pour objectif de rétablir le fonctionnement normal du lycée, on voit à quel échec lamentable il a conduit. La direction de l'établissement, qui se flattait de ne pas permettre les débordements, a conduit au résultat exactement inverse.

Correspondant LO

• Accidents industriels

Les capitalistes se déchargent sur la population

En Hongrie, neuf jours après la catastrophe qui a déversé sur des villages les boues rouges d'un bassin de décantation d'une usine d'aluminium, l'État a décidé de remettre l'installation en service alors que le réservoir de produits toxiques est toujours fissuré.

L'accident est à l'origine d'au moins neuf morts et plus de 150 blessés, certains gravement. Les conséquences risquent encore de s'alourdir, pour les habitants et pour l'environnement, car la toxicité réelle des produits n'est pas connue publiquement.

Une telle irresponsabilité de l'État, s'ajoutant à celle des propriétaires de l'entreprise à l'origine de l'accident, a de quoi révolter. Mais elle n'est pas propre à la Hongrie. En France, neuf ans après la catastrophe de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001, le nombre d'inspecteurs chargés de contrôler la totalité des installations à risques est passé de 1 000 à 1 200, ce qui reste dérisoire. Des plans de prévention des risques technologiques, promis juste après l'explosion, ont fini par être inscrits dans une loi, en 2003. Mais aujourd'hui, sur 421 plans sensés protéger la population à risques, seulement 54 sont en cours d'élaboration, soit 13%. Et certains d'entre eux risquent de n'exister que sur le papier, faute de financement.

Pour les zones urbanisées les plus exposées, les plans prévoient des expropriations

quand il est estimé trop dangereux de maintenir des logements, des bureaux, des bâtiments publics, etc. À l'échelle nationale, l'indemnisation des propriétaires est estimée globalement à 2 ou 3 milliards d'euros, mais chaque société ou chaque propriétaire d'une entreprise à risque n'a obligation que de payer le tiers des indemnisations, le reste étant supporté à part égale par l'État et la collectivité locale, ce qui est d'autant plus problématique que les collectivités voient leurs ressources se réduire.

Dans les zones moins proches de ces installations à risques, les habitants ne seront pas obligés de partir, mais les propriétaires devront en principe réaliser des travaux de protection : changement de fenêtres, travaux d'étanchéité, isolation thermique des toitures, renforcement du bâti... Suivant l'évaluation du risque, ces travaux seront obligatoires ou simplement conseillés. Alors qu'ils peuvent coûter 10 ou 15 000 euros par foyer, la loi a omis d'obliger les sociétés à l'origine du risque à les payer ! Les sources de financement envisagées sont des aides publiques et de l'argent sorti de la poche des ménages ou des organismes HLM. Les habitants seraient alors soumis, comme le souligne l'association France Nature Environnement, à une double peine : « pollués et payeurs », et le cas échéant « sinistrés et payeurs », si on laisse aux capitalistes et aux gouvernements, les mains libres pour continuer à ne rien faire.

Jean SANDAY

• 17 octobre 1961 à Paris

Un crime impuni de l'État français !

Dimanche 17 octobre s'est tenu à Paris, sur le pont Saint-Michel, le rassemblement en mémoire des massacres d'Algériens à Paris, le 17 octobre 1961. Y appelaient 44 organisations, associations antiracistes, anticolonialistes ou partis de gauche.

Le 17 octobre 1961, le FLN appela les Algériens de région parisienne à manifester pacifiquement dans Paris en bravant le couvre-feu qui venait d'être instauré par les autorités pour entraver l'action du FLN.

Le préfet de police, le ministre Maurice Papon, qui n'a jamais été poursuivi pour ce crime-là, organisa la répression de cette manifestation interdite. Quand parfois les policiers firent usage de leurs armes, le préfet les couvrit en prétendant que c'étaient les Algériens (désarmés !) qui avaient commencé alors que c'était sa police qui tirait dans le tas. Des milliers de manifestants furent ainsi arrêtés, tabassés, torturés. Morts ou blessés, plusieurs centaines d'Algériens furent

jetés à la Seine.

Pour les organisateurs de la manifestation, ce crime d'État doit être dénoncé au même titre que ceux commis par le régime de Vichy en 1940-1944, alors qu'au contraire l'actuel gouvernement a légiféré pour la reconnaissance du colonialisme comme « une phase historique positive » pour les peuples colonisés. Ce mois-ci, conséquence de cette loi, se met en place une Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie, dotée d'un budget de 7,2 millions

d'euros et placée sous l'autorité du général Maurice Faivre, qui a participé à la guerre d'Algérie et est aussi l'auteur d'un livre justifiant l'usage de la torture. Et pourquoi pas le général Aussaresses, expert en torture, comme directeur scientifique !

En conclusion, les organisateurs ont annoncé qu'ils entendaient se mobiliser pour célébrer comme il se doit, l'an prochain, le 50^{ème} anniversaire de ce crime.

Jacques FONTENOY